

## The Japanese Archaeology in Colonial Korea: Trajectories, Fields and Representations

### L'archéologie japonaise en Corée coloniale: Trajectoires, terrains et représentations

**Arnaud Nanta**

Directeur de recherche au CNRS (IAO UMR5062)

**Abstract:** This paper will describe the genesis and organs of Japanese colonial archaeology and museums in colonial Korea during the first half of the XX<sup>th</sup> century, as well as the main fields that were studied. The colonial context of archaeology in Korea, a country dominated by a foreign power, determined its practice. We will therefore explain which topics did particularly interest the colonial archaeological research, which was determined above all by Japanese philology and sinology. These two disciplines already “knew” the past that was to be uncovered, like Schliemann at Troy: colonial archaeology in Korea was therefore confined to a confirmatory mission at the sites of Lelang or Kyōngju, while enhancing the prestige of the Japanese colonizer through its “mission” of conserving the Korean cultural heritage.

**Keywords:** Japan, Korea, Archaeology, Colonization, Silla, Lelang.

Transformé en protectorat japonais en 1905 après la victoire dans la guerre contre la Russie (1904-1905), le royaume de Corée – qui avait pris le nom d’empire en 1897 – fut annexé au Japon en 1910.<sup>1</sup> La période du protectorat (1905-1910) fut centrale dans la mise en place du cadre des enquêtes et travaux qui allaient se déployer en Corée jusqu’à la fin de la décennie 1930. Les enquêtes et travaux scientifiques prirent une dimension plus importante avec l’instauration du Gouvernement-général de Corée en août 1910, pour constituer un pan entier de la politique coloniale japonaise dans la péninsule. Le Japon avait commencé à étudier les territoires nouvellement contrôlés<sup>2</sup> dès le XIX<sup>ème</sup> siècle, selon une pratique courante au sein des empires coloniaux. Si les objectifs de ces enquêtes étaient d’une part administratifs, d’autre

---

1. Ramon Myers & Mark Peattie (eds.), *The Japanese colonial empire, 1894-1945* (Princeton: Princeton University Press, 1984). Pierre-François Souyri, “La colonisation japonaise,” in *Le livre noir du colonialisme*, ed. Marc Ferro (Paris: Hachette, 2005); Kyōngdal Cho (ed.), *Shokuminchi Chōsen* (La Corée coloniale) (Tokyo: Tokyodo, 2011); Alain Delissen et Arnaud Nanta, “Sociétés et possessions coloniales japonaises,” in *Les sociétés coloniales à l’âge des empires*, ed. Jacques Frémeaux (Paris: Armand Colin, 2012).

2. La Corée complétait un édifice élaboré entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la Première Guerre mondiale, qui associait anciennes possessions extérieures remontant à l’ancien régime du temps shogunal (Hokkaido, Okinawa, Sakhaline), et territoires récemment acquis (Taiwan en 1895, Liaodong, sud de la Mandchourie et Corée en 1905, Micronésie en 1914).

part politiques et colonialistes, ces travaux étaient avant tout des études savantes à proprement parler, menés par des universitaires japonais de premier plan.

L'archéologie, discipline constituée au XIX<sup>ème</sup> siècle, fut centrale dans l'élaboration des identités nationales au sein des nouveaux États-nations. Elle s'imposa en contexte colonial notamment dans le monde méditerranéen ou en Asie Orientale, comme un savoir fondamental à la connaissance des territoires conquis. En outre, les enjeux du contrôle du passé ne pouvaient être qu'exacerbés dans le cas de pays qui étaient d'anciens États aux racines profondes comme le Cambodge ou la Corée. La présente contribution se propose de dresser un panorama de la genèse et des organes de l'archéologie et des musées coloniaux japonais en Corée durant la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Si l'œuvre archéologique fut un travail scientifique, elle constitua tout autant une action menée par une puissance étrangère, dans un pays dominé, au travers d'institutions *ad hoc* créées par la puissance coloniale et dont les nationaux furent écartés. Le contexte colonial de l'archéologie de Corée en détermina sa pratique.

La présente contribution s'appuiera sur la documentation primaire ainsi que sur l'historiographie japonaise et sud-coréenne. Le rapport entre sciences humaines modernes et colonisation constitue en effet une des questions anciennes de la recherche japonaise, et il en est de même en Corée du Sud où les savoirs coloniaux japonais constituent un sous-thème de la recherche historique sur la colonisation.<sup>3</sup> On ne se penchera cependant pas sur la question de l'enchaînement historique entre les tentatives institutionnelles coréennes du temps du roi puis empereur de Corée Kojong (1852-1919) d'une part, et la période coloniale d'autre part. Cette question importante déborde des limites coloniales du présent article.

Nous aborderons d'abord les missions et réseaux antérieurs aux institutions coloniales c'est-à-dire le temps d'avant 1910, puis l'institutionnalisation des savoirs coloniaux dans les années suivant l'annexion. Après quoi on se penchera sur les programmes de fouilles et sur le réseau muséal du milieu de la décennie 1910 jusqu'au milieu de la décennie 1930. Enfin, la question des publications et des représentations du passé sera évoquée notamment pour les décennies 1920 et 1930. À partir de cet ensemble de données, nous tenterons de relever quelques éléments pertinents afin de comprendre le processus d'institutionnalisation de l'archéologie en Corée coloniale,

---

3. Voir par ex.: Hyung Il Pai, *Constructing 'Korean' Origins* (Harvard: Harvard University Press & Hallym, 2000); Masahiro Saotome, "Shiragi no kōkogaku chōsa hyaku nen no kenkyū," (Cent ans de fouilles archéologiques à Silla) *Chōsenshi kenkyūkai ronbunshū* 39 (2001): 53-106; Sunja Yi, *Il'che kangjōm-gi kojōk chosa saōp yōngu* (Les enquêtes sur les sites [de Corée] durant la période d'occupation par l'Empire du Japon) (Seoul: Kyōng'in munhwa-sa, 2009); Hideo Yoshii, "Chōsen koseki chōsa jigyō to 'Nihon' kōkogaku" (L'œuvre de recherche sur les sites anciens de Corée et l'archéologie 'japonaise') *Kōkogaku kenkyū* 239 (2013): 17-27; Sur les débuts de la recherche japonaise sur la colonisation, dans les années 1960: Arnaud Nanta, "The Japanese Colonial Historiography in Korea (1905-1945)," in *History at Stake in East Asia*, ed. Rosa Caroli & Pierre-François Souyri (Venezia: Cafoscarina, 2012). Pour le cas français, voir par ex.: Pierre Singaravélou, *L'École française d'Extrême-Orient ou l'institution des marges (1898-1956)* (Paris: L'Harmattan, 2000).

les réseaux qui s'y organisèrent, la nébuleuse scientifique qui y œuvra, et enfin les générations de chercheurs qui en furent les acteurs.

### 1. Aux origines de l'archéologie coloniale: philologie des textes anciens et premières missions de terrain

Les premiers questionnements japonais sur le passé coréen, qui déterminèrent le cadre et les objets de l'archéologie dans la péninsule durant la période coloniale, tirent leurs sources des XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles. L'intérêt pour l'histoire ancienne du Japon prit une acuité croissante après que les chroniques officielles du *Kojiki* (712) et du *Nihon shoki* (720) bénéficièrent d'un éclairage nouveau au cours de la période d'Edo (1603-1867), notamment à partir du XVIII<sup>ème</sup> siècle.<sup>4</sup> Le lettré Motoori Norinaga (1730-1801)<sup>5</sup> plaça le texte *Kojiki* au cœur du courant autochtoniste dit des "études nationales," facilitant la mobilisation de ce texte lors de la restauration impériale de 1868. C'est durant l'ère Meiji (1868-1912) que l'"histoire nationale" au sens de récit linéaire de l'épopée de la nation devint le nouveau paradigme d'appréhension du passé. L'ouvrage *Kokushigan* (Regard sur l'histoire nationale) publié en 1890 marqua un tournant dans l'historiographie de l'archipel.<sup>6</sup> Mais c'est aussi peut-être le premier ouvrage historien de l'ère Meiji qui soutint l'idée d'"origines communes nippo-coréennes," idée au fondement des discours colonialistes qui légitimèrent l'annexion de 1910.

L'émergence de l'histoire ancienne au moment de la construction nationale japonaise permet de comprendre la ferveur qui suivit la découverte en 1884 de la stèle du roi Kwanggaet'o (Kwanggaet'o-wang nŭng bi) à la frontière entre la Corée et la Mandchourie, par un gendarme du contingent diplomatique japonais.<sup>7</sup> Pour les commentateurs de l'époque, le texte inscrit sur cette stèle du royaume de Koguryō (-37 à 668) démontrait la réalité historique des victoires militaires de la légendaire impératrice Jingū (r. 201-269) sur celui-là, victoires rapportées de façon floue par le *Nihon shoki*. On aperçoit ici une association entre philologie et archéologie, très prononcée à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et qui reste importante dans les questionnements sur l'Antiquité ou l'histoire ancienne et sur la protohistoire.<sup>8</sup> La documentation écrite

4. Harry Harootunian, *Discourse and Ideology in Tokugawa Nativism* (Chicago: University of Chicago Press, 1998).

5. Le nom de famille est noté avant le prénom dans l'ensemble de l'Asie de l'Est.

6. Cet ouvrage rédigé par les historiens Shigeno Yasutsugu (1827-1910), Kume Kunitake (1839-1931) et Hoshino Hisashi (1839-1917) est certainement le premier à considérer une histoire linéaire du Japon par-delà les périodes ou les régimes.

7. Andre Schmid, *Korea Between Empires 1895-1919* (NY: Columbia University Press, 2002), 1-22; Arikiyo Saeki, *Kōkaido-ō hi to sanbō honbu* (L'État-major japonais et la question de la stèle du roi Kwanggaet'o) (Tokyo: Yoshikawa kōbunkan, 1976); Samuel Guex, *Au pays du matin calme. Nouvelle histoire de la Corée des origines à nos jours* (Paris: Flammarion, 2006).

8. La période ancienne des Trois Royaumes de Corée (Koguryō, Paekche et Silla) peut peut-être être qualifiée de protohistoire étant donné qu'elle est connue de façon indirecte *via* des chroniques historiques contemporaines provenant d'autres pays, à savoir la Chine impériale, et *via* des textes coréens très ultérieurs, ce qui correspond à la définition habituellement retenue en France. Cependant dans le cas coréen, il exista des textes contemporains, qui furent perdus ensuite mais qui ont été compilés dans les ouvrages mentionnés plus bas.

renseignant *déjà* sur le passé, l'archéologie devait "confirmer" empiriquement ce qui était jugé être déjà "connu."<sup>9</sup>

Ces sujets resurgirent dans un contexte de tensions autour du royaume de Corée dans les décennies 1880 et 1890, entre le Japon, la Chine et la Russie. La popularité de la figure de l'impératrice Jingū s'accrut, dans la décennie 1890, pour devenir une véritable icône du nouvel État japonais de l'ère Meiji. Les liens entre ces visions en gestation du passé ancien, d'une part, et, d'autre part, les velléités de l'État japonais d'alors sont éminemment politiques. Si le contenu et les résultats des travaux archéologiques qui suivirent ne se résument pas à cette fièvre initiale pour l'histoire des relations nippon-coréennes, celle-ci eut pour le moins un rôle moteur dans la formation de l'archéologie coloniale en Corée. C'est à ce moment, dans la décennie 1890, que le monde universitaire japonais opéra une distinction fondamentale entre histoire occidentale et histoire orientale, dont le Japon ne faisait pas partie.<sup>10</sup> Le sinologue Shiratori Kurakichi (1865-1942) de l'Université impériale de Tōkyō fournit une bonne illustration de ces discours situés en amont de la colonisation et qui servirent celle-ci. L'historien Stefan Tanaka a écrit à propos de Shiratori et de l'annexion de 1910: "According to Shiratori, Japan's activities were not imperialistic, for the past shows that Korea has returned to our protection." [...] History provided the precedent for this return: protohistoric Japan, after all, had been asked for aid by ancient Korean kingdoms of Paekche, Kaya, and Silla in their fight against Koguryō. It was only because of this request, Shiratori continued, that Japan established its rule in Kaya, turned Paekche into a protectorate, and made a tributary state of Silla. Moreover, he left no doubt that he considered the Sei-kan [conquer Korea] movement of the early Meiji period to 'open Korea' and impose Japanese 'aid' during the twentieth century in a similar vein.<sup>11</sup>

L'archéologie de Corée allait s'imbriquer avec cette historiographie "orientaliste" de métropole, ainsi qu'avec l'historiographie coloniale de Corée: ces historiographies se penchèrent essentiellement sur l'histoire ancienne de la Corée. Les provinces coréennes de P'yōng'ando,<sup>12</sup> aux abords de P'yōngyang, et celle voisine de Hwanghaedo, furent les lieux de fouilles importantes ayant pour objet les commanderies de Lelang – importante ville-colonie chinoise fondée au début de la dynastie des Han antérieurs – et de Daifang. Le mythe fondateur coréen du souverain originel Tan'gun allait être déconstruit, tandis que la présence chinoise au Nord de la péninsule était affirmée comme une période historique à part entière. Parallèlement,

9. Le cas d'Heinrich Schliemann (1822-1890), qui mit à jour le site de Troie en 1873 en suivant le texte de *L'Illiade*, est bien connu.

10. Stefan Tanaka, *Japan's Orient* (Berkeley: California University Press, 1993).

11. Tanaka, *Japan's Orient*, 244.

12. Les noms de régions utilisés pour localiser les sites et vestiges reprenaient la division en huit provinces de la Corée de Chosŏn ou utilisaient la division coloniale. Ces deux provinces avaient été divisées en quatre régions par le Japon, division *grosso modo* reprise par la Corée du Nord après 1948. Aujourd'hui, l'archéologie sud-coréenne utilise les découpages administratifs de la période concernée, par exemple celui de la péninsule unifiée par Silla, pour étudier telle période.

la période des Trois Royaumes de Corée (-I<sup>er</sup> siècle à VII<sup>ème</sup> siècle) fut étudiée en détail. Sur ces derniers, le royaume de Koguryō (-37 à 668) qui occupait le Nord de la péninsule et la moitié méridionale de la “Grande Mandchourie,” c’est-à-dire la future partie japonaise,<sup>13</sup> et le royaume de Silla (356 à 935) au Sud – notamment sa capitale Kyōngju – en incluant la période où Silla unifia politiquement la péninsule après 668,<sup>14</sup> constituèrent les thématiques centrales de l’archéologie coloniale. Se posa aussi la question de la principauté de Kaya (ou Mimana), présence “coloniale” japonaise au Sud de la péninsule durant la période des Trois Royaumes et évoquée plus haut dans la citation de l’ouvrage de Tanaka. Au final, il s’agissait d’archéologie antique au sens large et non d’archéologie préhistorique. Ces chercheurs qui étudièrent les premiers temps de la Corée et de ses premières monarchies portèrent leur intérêt sur les grandes villes historiques. Leurs études associèrent philologie et archéologie dans le but de confirmer la véracité des textes étudiés en amont par les historiens. Parmi les sources qui eurent le rôle le plus important figurent le texte chinois *Wei zhi* (Chronique des Wei) du troisième siècle, et les textes coréens *Samguk sagi* (Chronique des Trois Royaumes) et *Samguk yusa* (Faits mémorables des Trois Royaumes), deux chroniques compilées respectivement au douzième et au treizième siècle.

Dans un même temps, les archéologues et les historiens japonais associèrent Corée et Mandchourie du Sud pour considérer une “sphère culturelle coréo-mandchoue” (*Mansen bunka*) saisie comme un bloc.<sup>15</sup> Ce point soulève aujourd’hui des controverses entre la Corée du Sud et la République populaire de Chine, cette dernière considérant le royaume de Koguryō comme chinois. Ces tensions, pour idéologiques qu’elles soient, traduisent cependant la complexité de la période des Trois Royaumes de Corée et la difficulté qu’il y a à les approcher par les textes. En effet, le territoire de Koguryō ayant recouvert le Nord de la péninsule et la Mandchourie du Sud (aujourd’hui les trois régions Nord-Est de la Chine), il faudrait plutôt souligner le problème qu’il y a à vouloir à tout prix le faire tenir dans les délimitations des États actuels. L’histoire de Koguryō est une histoire partagée entre la Chine et la Corée. Mais inversement, pour les savants japonais du temps colonial, il ne s’agissait pas tant d’étudier la Corée que, plutôt, l’ensemble de l’espace placé sous domination japonaise et qui était alors considéré d’un bloc.

Venons-en aux premières enquêtes menées dans la péninsule en amont de la colonisation et avant l’institutionnalisation de la recherche coloniale. Une première période de la recherche japonaise en Corée peut être délimitée en prenant en compte les terrains menés entre 1902 et 1915. Une deuxième période est caractérisée par

13. La région de la “Grande Mandchourie,” notion territorialement peu assurée, avait d’abord été annexée pour sa partie nord par la Russie en 1858 (traité d’Aigun), région aujourd’hui toujours russe, tandis que le Japon grignota la partie Sud entre 1905 et 1931.

14. Michael Shin, *Korean History in Maps: From Prehistory to the Twenty-First Century* (Cambridge: Cambridge University Press, 2014), 22-67.

15. Tanaka, *Japan’s Orient*; Pai, *Constructing “Korean” Origins*.

l'institutionnalisation de la recherche (1915-1924), puis une troisième par le volume de productions savantes coloniales (1924-1940). La première période inclut le temps du protectorat (1905-1910) et les premières années du gouverneur général Terauchi Masatake (1852-1919), en poste de 1910 à 1916.

Ce cadre de quatorze ans ici délimité, précédant la mise en place des organismes de recherche, se caractérise par la réalisation d'enquêtes de terrain globales, visant à dresser un état des lieux et une cartographie des vestiges des différentes périodes historiques de la péninsule coréenne. Les chercheurs étaient alors mandatés depuis la métropole dont ils dépendaient, et étaient détachés à la capitale Hansōng c'est-à-dire Seoul.<sup>16</sup> Quatre chercheurs de l'Université impériale de Tōkyō eurent un rôle moteur: l'anthropologue et archéologue Yagi Shōzaburō (1866-1942), l'historien de l'art Sekino Tadashi (1867-1935), l'historien et archéologue Imanishi Ryū (1875-1932, futur professeur aux universités impériales de Kyōto et de Keijō en 1926), et l'anthropologue et archéologue Torii Ryūzō (1870-1953). Les trois derniers continuèrent ensuite à travailler en Corée.

À leurs côtés, la présence de chercheurs "indépendants," au sens qu'ils n'étaient pas rattachés au pouvoir colonial, constitue une autre caractéristique des années antérieures à 1915. Cette caractéristique dérive sans doute de l'importance de la population de résidents japonais, alors en phase de croissance.<sup>17</sup> Ces chercheurs indépendants jouèrent un rôle important dans la mobilisation des sources coréennes datant des monarchies de Koryō (982-1392) et de Chosōn (1392-1897), dont on a noté qu'elles préoccupaient les savants japonais en amont de la colonisation. Les historiens non-affiliés Oda Shōgo (1871-1953) et Ayukai Fusanoshin (1864-1946), entre autres, se réunirent en 1903 au sein de la Kankoku kenkyūkai, un groupe d'études des documents historiques anciens, basé au port d'Inch'ōn à côté de la capitale coréenne.<sup>18</sup> Ceux-ci fondèrent en 1909 la structure éditoriale privée Groupe d'édition des ouvrages anciens de Corée (Chōsen kosho kankō-kai) qui réédita en quelques années des dizaines d'ouvrages coréens des XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles, et surtout qui produisit une édition de travail du *Samguk sagi*, texte fondamental pour l'approche philologique des trois royaumes anciens de la Corée qu'allait cibler l'archéologie coloniale.<sup>19</sup>

Ainsi, le travail purement philologique des années 1902-1915 fut mené selon deux axes parallèles: la réédition de textes coréens jugés primordiaux, puis leur analyse. Si l'alphabet national coréen *hangŭl* était davantage usité depuis la fin

16. La capitale changea de nom pour Keijō après l'annexion par le Japon 22 août 1910.

17. Sōji Takasaki, *Shokuminchi Chōsen no Nihonjin* (Les Japonais de Corée coloniale) (Tokyo: Iwanami, 2002); Arnaud Nanta, "La décolonisation japonaise (1945-1949)", in *Démontages d'empires*, ed. Jean Fremigacci, Daniel Lefevre et Marc Michel (Paris: Riveneuve, 2013).

18. Après l'ouverture du pays suite au traité de 1876, les résidents étrangers s'installèrent dans les ports d'Inch'ōn, Pusan et Wōnsan.

19. Kyongrak Choi, "Compilation and publication of Korean historical materials under Japanese rule (1910-1945)," *The developing economies* 7-3 (1969): 380-91.



du 19<sup>e</sup> siècle, l'immense masse de textes coréens à disposition des Japonais était rédigée en chinois classique. Cet aspect tout à fait central explique la rapidité des universitaires japonais, plus précisément des sinologues japonais, à maîtriser ce corpus documentaire, ainsi que la présence à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle d'un discours orientaliste japonais réfléchissant en bloc le monde sino-coréen.<sup>20</sup>

C'est dans ce cadre que Sekino débuta sa recherche à partir de 1902, par l'étude du patrimoine architectural coréen, qu'il désignait notamment par le terme *ko-kenchikubutsu* soit: objet architectural ancien.<sup>21</sup> Sekino est l'objet d'un éclairage particulier dans les historiographies japonaise et sud-coréenne,<sup>22</sup> au même titre que Torii ou Yanagi Sōetsu (1889-1961), qui furent tous en Corée au même moment.<sup>23</sup> Sekino partit en Corée avec le souhait de se laisser guider par les documents matériels, lesquels lui auraient censément imposé leurs problématiques, mais ce fut finalement le corpus des textes issus de la période Koryō qui le guida vers les sites palatiaux du temps des Trois Royaumes.<sup>24</sup> Ces sites allaient devenir les lieux privilégiés d'une investigation archéologique *de facto* auxiliaire de la philologie comme on l'a noté.

Torii mena quant à lui une pratique des terrains plus paradoxale. Bénéficiant de la collaboration active de l'armée dans les terrains coloniaux et dans les territoires occupés, connaissance personnelle du gouverneur Terauchi, défenseur du régime colonial en Corée après le soulèvement du 1<sup>er</sup> mars 1919, Torii est le seul à avoir mené une vaste reconnaissance de terrain de la péninsule pour ce qui est des temps préhistoriques. L'archéologie préhistorique ne concernait évidemment pas le temps des Trois Royaumes. Si Torii se rendit six fois en Corée entre 1911 et 1916, son travail sur la péninsule n'eut cependant pas de postérité.

20. Tanaka, *Japan's Orient*; Arnaud Nanta, "L'Historiographie coloniale à Taiwan et en Corée du temps de l'empire japonais (1890-1940)," deux parties, *Politika* [en ligne] (2018), mis en ligne le 9 juillet 2018, consulté le 14 juillet 2021. URL: <https://politika.io/fr/notice/lhistoriographie-coloniale-ataiwan-coree-du-temps-lempire-japonais-18901940-i>.

21. Sekino n'emploie pas de concept unifié pour désigner le patrimoine mais évoque "la culture coréenne" (*Chōsen bunka*), celle-ci se déclinant en "objets" (*ibutsu*), en "vestiges historiques" (*shiseki*) ou en "objets architecturaux" (*kenchiku-teki ibutsu*). Concernant les sites archéologiques, Sekino évoqua d'abord en 1910 "l'architecture ancienne" (*ko-kenchiku*) de Corée (cf. infra), puis en 1911 les "sites" (*iseki*) de Corée, et enfin en 1914 les "vestiges anciens" (*koseki*) de Corée. La formulation "biens culturels" (*bunkazai*), anglicisme désignant le patrimoine, apparaît chez Fujita Ryōsaku, mais une analyse sémantique précise serait nécessaire.

22. Tokyo daigaku sōgō kenkyū hakubutsukan (Musée de recherche de l'Université de Tokyo), *Sekino Tadashi Ajia chōsa* (Les enquêtes de Sekino Tadashi en Asie) (Tokyo: Presses de l'Université de Tokyo, 2005); Yi, *Il'che kangjōm-gi kojōk*, 39-68.

23. Voir le numéro thématique de *Cipango* de 2009 consacré à Yanagi. Celui-ci est connu en Corée pour sa promotion des arts populaires, et pour avoir défendu la porte Kwanghwa du palais Kyōngbok, au nord de Seoul, lorsque le régime colonial projeta de la détruire au moment de la construction du palais du gouverneur dans la cour du palais. Elle fut finalement démontée puis déplacée. Yanagi visita nombre de sites étudiés par Sekino, notamment les ruines de Silla à Kyōngju. Il a ainsi laissé une longue description du Bouddha de Sōkkul'am.

24. Hiroshi Nishikawa, "Nihon teikokushugi ka ni okeru Chōsen kōkogaku no keisei," (La formation de l'archéologie de la Corée sous l'impérialisme japonais), *Chōsenshi kenkyūkai ronbunshū* 7 (1970): 98-99.

Les travaux de Sekino et de Torii débouchèrent sur des rapports, pratique qui devint systématique après 1916. Sekino – dont l’activité au début du siècle fut centrale pour les débuts de l’archéologie japonaise dans la péninsule – publia en 1904 un *Rapport d’enquête sur l’architecture de Corée*, suivi en 1910 par l’ouvrage *Chōsen geijutsu no kenkyū* (Études des arts de la Corée);<sup>25</sup> ainsi que de nombreuses publications en revues. Ces rapports eurent aussi des objectifs pratiques: les premiers classements opérés par Sekino furent utilisés après 1916 et servirent à protéger l’architecture, mais aussi à distinguer entre bâtiments bons à être accaparés par les autorités coloniales et ceux pouvant être détruits. Les travaux de Torii sur la Corée furent rendus publics en 1917, notamment dans son *Rapport de recherche sur les vestiges anciens de P’yōng’an namdo et de Hwanghaedo*, à propos des sites préhistoriques de cette région qui fut surtout fouillée pour la commanderie de Lelang.<sup>26</sup> Entre-temps, la Corée était devenue en 1910 “Chōsen,” nom employé par le Japon et renvoyant désormais à la péninsule selon une représentation non plus politique mais géographique de la colonie.

## 2. La création des organes de la recherche archéologique de Corée coloniale

Une deuxième période peut être définie de 1915 à 1924 en tant que phase d’institutionnalisation de la recherche, à commencer par l’archéologie. Des chercheurs spécialisés sur la Corée apparurent du fait du régime colonial à la fin du mandat de Terauchi – passionné par la Corée ancienne – et lors du premier mandat de Saitō Makoto (1858-1936) qui fut en poste entre 1919 et 1927.<sup>27</sup> La recherche conduite en Corée changea ainsi d’ampleur au moment de la Première Guerre mondiale. Mais la mise en place de ces institutions de recherche fut précédée par un mouvement d’intégration des structures et des organisations privées qui avaient été mises en place par les résidents coloniaux, ainsi que des ressources documentaires coréennes. La même logique présida lors de la création des musées. En effet, l’institutionnalisation de la recherche fut possible grâce aux travaux en histoire de l’architecture, en philologie et en archéologie conduits en amont. Mais aussi parce que le pouvoir japonais avait déjà rassemblé les corpus écrits coréens: le protectorat avait pris le contrôle des archives du fonds de la bibliothèque royale coréenne du Kyujanggak en 1907. Celles-ci passèrent sous le contrôle du Bureau des Affaires

25. Tokyo teikoku daigaku (Université impériale de Tokyo) (ed.), *Kankoku kenchiku chōsa hōkoku* (Rapport d’enquête sur l’architecture de Corée) 6 (Tokyo: Université impériale de Tokyo, 1904); Tadashi Sekino, *Chōsen geijutsu no kenkyū* (Études des arts de la Corée) (Keijō: Gouvernement-général de Corée, 1910).

26. Ryūzō Torii, “Heian Nandō, Kōkaidō koseki chōsa hōkokusho,” (*Rapport de recherche sur les vestiges anciens de P’yōng’an namdo et de Hwanghaedo*) in *Taishō 5 nendo koseki chōsa hōkoku* (Rapport de recherche sur les sites pour l’exercice de l’an 5 de Taishō [1916]), ed. Chōsen sōtoku-fū (Keijō: Gouvernement-général de Corée, 1917), 767-859.

27. Saitō fut une seconde fois gouverneur-général de Corée entre 1929 et 1931, Premier ministre de 1932 à 1934 et plusieurs fois ministre. Il connut un destin similaire à celui de son contemporain Paul Doumer (1857-1932) et mourut assassiné par un activiste en 1936.



sociales et éducatives du régime colonial.<sup>28</sup> Ce Bureau allait plus ou moins gérer les organisations présentées ci-dessous.

La création du Musée du Gouvernement-général de Corée (Chōsen Sōtoku-fu hakubutsukan) en 1915 constitue un tournant. Ayukai y entra l'année suivante. Ce musée était dédié à l'archéologie et à l'histoire de la Corée, et était en outre chargé d'une mission de fouilles et de restauration des sites de la péninsule. La Commission d'étude des vestiges anciens de Corée (Chōsen koseki chōsa iinkai) fut créée l'année suivante, puis remplacée en 1931 par l'Institut de recherche sur les vestiges anciens de Corée (Chōsen koseki kenkyūkai). Cette commission est l'équivalent en Corée de l'École Française d'Extrême-Orient (EFEO) en Indochine française, créée au tournant du siècle. Dans un même temps, était promulgué en 1916 un Règlement pour la conservation des vestiges anciens et objets de Corée (*Koseki oyobi ibutsu hozon kisoku*), révisé en 1933. Ce règlement précédait la loi métropolitaine de 1919: il occupe donc une place particulière au sein de l'histoire japonaise de la protection du patrimoine depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle.<sup>29</sup> Il pose la question de la protection des traces physiques du passé, désignées par divers termes encore non uniformisés. Il indiquait ainsi la voie vers le processus de patrimonialisation qui suivit.

La définition admise, à un moment donné, à la notion de patrimoine nous amène du côté des textes de loi. Le règlement de 1916 comprend huit articles. Le premier définit quels sont les sites et objets visés. Les autres articles précisent la façon dont ces sites doivent être traités lors de fouilles, comment les objets doivent être déplacés, et qui sont leurs détenteurs légaux.

“Article premier. Le présent règlement nomme vestiges anciens [*koseki*] les amas coquilliers, les terrains comprenant des objets lithiques, en os ou coquillage, et autres sites préhistoriques tels que les habitats verticaux; les anciens tertres et murailles de cité, les palais, les murs de forteresse, les portes, les voies de circulation, les stations et gares, les signaux, les bâtiments officiels, les sanctuaires, les mausolées, les temples, les fours à céramique et autres ruines, lieux de bataille ou autres sites ayant un lien avec quelque événement historique; il appelle artefacts [*ibutsu*] les pagodes, stèles, cloches, Bouddhas de pierre ou de métal, les décorations de temple *dōkan* [*tanggan*], braséros de

28. L'annexe de Kanghwa du même Kyujanggak avait été pillée par un corps expéditionnaire français en 1866, ce qui conduisit à un différend entre la France et la Corée du Sud. Lors de la nouvelle polémique de 2007-2010, la bnf et son président Bruno Racine, appuyés par l'AGCCPF, défendirent la “légalité” des collections ainsi obtenues. Le Président de la République Nicolas Sarkozy trancha en faveur de la Corée du Sud. Voir par ex.: Michel Guerrin, “Inquiétude après le départ des manuscrits coréens,” *Le Monde* (25 novembre 2010).

29. Jean-Paul Demoule et Pierre-François Souyri (ed.), *Archéologie et patrimoine au Japon* (Paris: MSH, 2008); Takashi Inada, *Nihon to Furansu no iseki hogo. Kōkōgaku to hō, gyōsei, shimin undō* (La protection des sites en France et au Japon. Archéologie, loi, administration, mouvements citoyens) (Tokyo: Iwanami, 2014).

Pierre de quelque ancienneté constituant de la documentation pour l'histoire, l'artisanat et l'archéologie."<sup>30</sup>

Cet article pose une définition large, qui englobe tout site ayant un rapport avec la connaissance de l'histoire, ou tout type d'objet pouvant servir l'étude du passé ou des arts – rappelant ainsi les liens entre histoire de l'art et archéologie –, en énumérant les types de site ou d'objet visés par le règlement. Ce texte ne définissait donc pas tant une notion de "patrimoine coréen" que, plutôt, un corpus voué à être mis à disposition des chercheurs coloniaux dans leur étude de la Corée.

Ce règlement de 1916 pose aussi les obligations faites aux découvreurs lors de trouvailles fortuites, obligations dont on peut penser qu'elles témoignaient de la faiblesse du pouvoir central. Car c'étaient les fouilles sauvages qui étaient en réalité visées. Ce règlement n'a pas été exempt, après 1945, de critiques sur ce point. D'une part, il se serait limité aux pillages les plus visibles, ceux impossibles de dissimuler, tout en laissant de côté les zones montagneuses difficiles d'accès ou les temples peu surveillés. D'autre part, le dispositif pénal aurait conduit à une discrimination ethnique car les peines les plus dures n'auraient pas été appliquées aux résidents japonais.<sup>31</sup>

Ainsi, l'article 2 stipule une obligation pour le pouvoir colonial d'enregistrer les objets et sites découverts, tandis que l'article 3 crée une obligation de déclaration aux découvreurs sous trois jours, auprès d'un poste de police, tout en interdisant catégoriquement de modifier de quelque façon que ce soit l'état des lieux ou des objets découverts.

L'article 5 instaure une mission de conservation, et interdit toute modification du site ou des objets après leur enregistrement auprès du Gouvernement-général. L'article 8 précise les pénalités encourues par les contrevenants aux articles 3 et 5, pour un montant allant jusqu'à 200 yens or (plus de 5 000 euros), somme élevée pour un particulier.

Compte tenu du chevauchement de leurs missions, la question de la relation entre le musée et la commission archéologique est complexe. Autour de ces deux

30. Chōsen sōtoku-fu (ed.), *Chōsen hōmotsu koseki meishō tennen kinen hozon yōmoku* (Liste des trésors, sites, lieux célèbres et sites naturels préservés en Corée) (Keijō: Gouvernement-général de Corée, 1937); Saotome, "Shiragi no kōkogaku," 94-5.

31. En 1973, l'historien sud-coréen Yi Guyōl soulignait ces deux types de limites du décret de 1916. L'application du décret de 1916 ne fut pas identique selon qu'il s'agisse de pilleurs, opérant sur un site archéologique, dans un temple ou dans des ruines (*shi*), qu'il s'agisse de receleurs (catégorie comprenant les antiquaires), ou qu'il s'agisse d'acheteurs. Selon Yi Guyōl, de nombreux ressortissants japonais se procuraient des objets anciens ou bouddhiques, telles de petites pagodes en pierre, dans le but de décorer leur jardin avec des objets "authentiques": l'ampleur d'une telle pratique, qui ne relève pas de la collection, est difficile à cerner. Guyōl Yi, *Nihon shinryaku-ka no Kankoku bunkazai hiwa*, (Histoire secrète du patrimoine coréen durant l'invasion japonaise), traduction de Nam, Yōngch'ang (Tokyo: Shinsensha, 1993 [1973]), 72-4. Shin.ichi Arai, *Korōniarizumu to bunkazai. Kindai Nihon to Chōsen kara kangaeru* (Les biens culturels face à la colonisation. Autour du cas du Japon et de la Corée) (Tokyo: Iwanami, 2012), 49-53.

premières organisations, on trouvait aussi la Commission pour la compilation de l'histoire de la Corée, ainsi que l'Université impériale de Keijō créée en 1924 et intégrant archéologues et historiens. C'est elle qui récupéra en 1930 le fonds de la bibliothèque royale de Corée. Diverses sociétés savantes historiennes et archéologiques, pilotées par des cadres du Gouvernement-général, rassemblaient aussi les chercheurs: la plus importante était la Chōsen-shi gakkai (Société pour l'histoire de la Corée), présidée par Oda Shōgo aux côtés du gouverneur civil. À la différence de celles de la métropole, ces institutions constituaient une nébuleuse où chaque individu était lié aux autres. La recherche coloniale fonctionnait de façon organique. Autrement dit, analyser la seule commission archéologique ne rendrait pas compte de l'ensemble de l'activité archéologique. La seule distinction pertinente serait plutôt entre les hommes: ceux du réseau de Corée et ceux du réseau de Kyōto dont le laboratoire d'archéologie, dirigé par Hamada Kōsaku (1881-1938), était alors le plus important en métropole.<sup>32</sup>

La commission archéologique rassembla de nombreuses personnalités du monde universitaire japonais, de métropole ou de la péninsule. Le milieu universitaire de la péninsule se renforça durant la décennie 1920 du fait de la création en 1924 de l'université coloniale, évoquée plus haut. Si quelques historiens coréens, classés depuis comme collaborateurs, participèrent aux travaux en histoire ancienne, ils n'étaient néanmoins que peu impliqués dans la démarche de terrain des archéologues japonais. La composition de la commission archéologique mériterait une analyse détaillée, année après année. Mentionnons toutefois les noms de Sekino, Imanishi ou Torii, ainsi que celui de Yatsui Seiichi (collaborateur de Sekino), ou surtout de Hamada Kōsaku<sup>33</sup> et d'Umeraha Sueji (1893-1983) du laboratoire d'archéologie de l'Université impériale de Kyōto. Ainsi que Harada Kiyoto (1885-1974), qui est considéré comme le fondateur de "l'archéologie orientaliste" japonaise, l'historien Kuroita Katsumi (1874-1946) et l'archéologue Fujita Ryōsaku (1892-1960).

Ces deux derniers méritent une attention particulière. Parallèlement à son travail en Corée, Kuroita fut aussi une figure centrale de l'historiographie métropolitaine.<sup>34</sup> S'il est connu pour ses contributions à l'étude des manuscrits anciens et à la mise en place des politiques japonaises de protection du patrimoine, il fut aussi un pilier des

32. Le réseau de Kyōto était actif en Corée, en Chine et en Mandchourie japonaise, dans des structures coloniales tel en Corée ou bien dans des organisations archéologiques régionales: l'Association asiatique d'archéologie (Tōhō kōkogaku kyōkai), fondée en 1926, et la Société d'archéologie d'Asie orientale (Tōa kōko gakkai), fondée en 1927 par Hamada et par Harada Kiyoto.

33. Hamada était le titulaire de la chaire d'archéologie de l'Université impériale de Kyōto depuis 1916. Important nom dans l'histoire de l'art et de l'archéologie japonaises, traducteur d'Oscar Montélius, il devint président de son université en 1937).

34. Kuroita était en poste depuis 1901 au Shiryō hensanjo, c'est-à-dire l'Institut de compilation des sources historiques japonaises de l'Université impériale de Tōkyō. Il devint professeur à cette université en 1919. Arnaud Nanta, "compte-rendu de Yoshikawa Lisa, Making History Matter. Kuroita Katsumi and the Construction of Imperial Japan," *Ebisu* 57 (2020): 471-75.

commissions archéologique et historique de Corée.<sup>35</sup> Son influence fut centrale sur les travaux coloniaux portant sur la période des Trois Royaumes de Corée. Quant à Fujita, il dirigea le Musée du Gouvernement-général de 1922 jusqu'à 1941,<sup>36</sup> et fut professeur sur l'une des deux chaires d'histoire coréenne à l'université à partir de 1932, où il enseignait l'archéologie;<sup>37</sup> il publia de nombreux articles et ouvrages parallèlement aux publications des deux commissions. L'influence de Kuroita fut déterminante dans la nomination de Fujita au sein de la commission archéologique. Ancien élève de Kuroita, Fujita fut d'abord en poste, à Tokyo, à l'Office des tertres, chargé de la gestion des tombes impériales, puis au sein de la Commission pour la compilation de l'histoire de la restauration Meiji du ministère japonais de l'Instruction publique. Il devait ces deux nominations à Kuroita, qui le fit à nouveau nommer en Corée.<sup>38</sup>

Avant de présenter les lieux de cette archéologie dans la partie suivante, plusieurs remarques peuvent d'ores et déjà être faites quant à son cadre et à son arrière-plan. Les missions de la commission archéologique et du musée, telles que le Gouvernement-général les présenta, relevaient de deux catégories. Tout d'abord, l'étude du passé ancien de la péninsule, doublé de l'écriture et de la présentation des résultats dans des publications et au travers d'un réseau muséal. Ensuite, comme cela fut mis en exergue de façon continue, la conservation (*hōzon*) et la restauration (*shūfuku*) des vestiges, qui allaient être redéfinis comme trésors (*hōmotsu*). Mais l'œuvre archéologique et le réseau muséal furent au fondement d'un savoir colonial ayant pour effet d'apporter prestige et lettres de noblesse à la domination japonaise. L'idée de conservation du patrimoine coréen était un objectif bien réel, mais également une formule rhétorique accompagnant la domination. La protection des biens culturels ne pouvait être qu'une éternelle aspiration, un objectif jamais atteint mais sans cesse réaffirmé.<sup>39</sup> Benedict Anderson a souligné, à propos de l'archéologie coloniale en Indochine française et en Inde britannique, comment le fait même d'élaborer un discours sur le passé "indigène" servait à mettre en exergue l'efficacité du pouvoir colonial dans la prise en charge d'une protection patrimoniale que le colonisé, 'inapte', n'avait su réaliser. En ce sens, les savoirs archéologiques et historiographiques, quel que fut leur contenu, alimentaient un "paternalisme

35. Kuroita s'appuyait au sein de la commission historique sur de célèbres sinologues japonais tel Naitō Konan (1866-1934).

36. Le musée n'avait pas un directeur (*kanchō*) mais un conservateur (ou "chargé de mission," *shunin*), qui devait être membre du Bureau des Affaires sociales et éducatives.

37. Fujita avait été étudiant à la faculté de Lettres de l'Université impériale de Tōkyō. Il fut nommé maître de conférences à l'Université impériale de Keijō en 1926. La faculté de Droit & Lettres de cette université comptait deux chaires d'histoire coréenne, qui furent d'abord occupées par Oda et Imanishi, puis par Fujita et Suematsu Yasukazu qu'on évoque plus loin.

38. Tōhō gakkai (Société orientaliste) ed., collection *Tōhōgaku kaisō* (Souvenirs de l'orientalisme) 5 (Tokyo: Tōsui shobō, 2000), 36, 61.

39. Le régime colonial soutint la promotion de la culture coréenne après le mouvement du 1<sup>er</sup> mars 1919, avec la "politique culturelle" des années 1920, afin de scinder les nationalistes coréens entre gradualistes, ralliés au régime, et indépendantistes armés.

colonial” par le simple fait d’être produits et de monopoliser par en haut le discours sur le passé du peuple dominé.<sup>40</sup> La question des musées coloniaux, qui regarde l’histoire de la muséographie, est naturellement liée à la question des représentations de la domination coloniale, c’est-à-dire à sa mise en scène par le colonisateur.

Ensuite, la question du pillage et des collections privées se posa dès la décennie 1910. Si ce problème n’est pas essentiellement lié à la colonisation, il a néanmoins été exacerbé du fait du contexte colonial. Dans le cas coréen, les archéologues eux-mêmes évoquent des heurts entre savants et résidents japonais qui pratiquaient des fouilles sauvages, tel à Kyōngju en 1921.<sup>41</sup> Les pillages sont évoqués dans les rapports du Gouvernement-général, ainsi que dans l’historiographie d’après 1945. En outre, poser la question du pillage revient à poser celle du marché de l’art.<sup>42</sup> L’activité des pillers était possible grâce à un réseau actif de marchands d’art et d’antiquaires japonais (et/ou vendant aux Japonais). De telles boutiques existaient aux ports de Pusan et d’Inch’ŏn, ou dans les grandes villes à Taegu, Séoul, Kaesŏng et P’yōngyang depuis 1884. Les pillers et le réseau antique exercèrent une action destructrice sur un nombre considérable de sites (les estimations des archéologues japonais eux-mêmes montent selon les régions à 85% des sites répertoriés). Sekino, qui était présent sur les fouilles à Lelang entre 1916 et 1923, était dans l’obligation de consulter les ‘collections’ privées des coloniaux pour pouvoir étudier les miroirs Han. Ces collections servirent même pour certaines photographies de la compilation photographique *Chōsen koseki zufu* présentée plus bas.

Enfin, évoquons les budgets. Une analyse de ces derniers permet de mieux saisir l’importance de l’œuvre archéologique. Les annuaires statistiques du Gouvernement-général publiés entre 1911 et 1940 montrent que la dotation accordée aux deux commissions ne représentait que peu de chose rapportée au budget total du Gouvernement-général. En 1936, sur des dépenses annuelles de quelque 200 millions de yens (quelque 5 milliards d’euros actuels), la Commission pour la compilation de l’histoire de la Corée représentait à peine 80 000 yens,<sup>43</sup> et l’on peine à identifier le budget précis des fouilles archéologiques, qu’il faut aller rechercher d’une part dans des ‘aides’ diverses, d’autre part dans le budget des musées (voir partie suivante). L’historienne sud-coréenne Yi Sunja fournit le chiffre de 30 à 40 000 yens annuels pour les fouilles (de 774 000 à 1 032 000 euros actuels) pour les années 1918 à 1933.<sup>44</sup> À titre de comparaison, l’Université impériale de Keijō pesait annuellement quelque

40. Benedict Anderson, *L’imaginaire national*, édition augmentée (Paris: La Découverte, 1996), 181-86.

41. Chōsen sōtoku-fu, *Koseki chōsa tokubetsu hōkoku* (Rapport de fouilles spéciales) 3: *Keishū kinkan-tsuka to sono ihō* (Le tertre aux couronnes d’or de Kyōngju et ses trésors) (Keijō: Gouvernement-général de Corée, 1924); Sueji Umehara, *Kōkōgaku rokujū nen* (Soixante ans d’archéologie) (Tokyo: Heibon-sha, 1973).

42. Sur cette thématique, voir: Laurent Flutsch et Didier Fontannaz, *Le pillage du patrimoine archéologique. Des razzias coloniales au marché de l’art, un désastre culturel* (Paris: Favre, 2010).

43. Andrew Grajdanzev, *Modern Korea* (NY: Institute of Pacific Relations, 1944), 217-22.

44. Yi, *Il’che kangjōm-gi kojōk*, 201-2.

2 millions de yens dans le budget du Gouvernement-général dans les années 1930. Ces chiffres pour la commission archéologique intègrent en outre des financements directs de la part des universités impériales de métropole.

### 3. Les programmes de fouilles et le réseau muséal

Des programmes quinquennaux de fouilles thématiques furent menés à partir de 1916 avec la mise en place de la commission archéologique. Ils prirent pour objectifs successifs telle région ou telle période précise, ce qui revenait à peu près au même compte tenu de la périodisation de l'histoire coréenne que les Japonais avaient établie en considérant pour chaque période un royaume hégémonique. La majeure partie des recherches conduites en Corée était constituée de fouilles programmées. Des fouilles qu'on pourrait dire 'd'urgence', en terminologie actuelle, furent également organisées dans le cadre du développement urbain ou de divers travaux de construction. Les thèmes, sites et résultats de ces fouilles sont présentés dans seize rapports de fouilles, de taille variable, publiés en moyenne tous les deux ans entre 1917 (pour l'exercice 1916) et 1940 (pour l'exercice 1938). Une autre série de sept rapports fut publiée parallèlement à la série normale et concernait des enquêtes spéciales (*tokubetsu chōsa*), qui virent une concentration des efforts et des équipes sur tel site ou vestige particulier.

Le premier programme quinquennal poursuivit le travail de Sekino sur l'architecture ancienne, tout en se portant sous sa co-direction vers les commanderies Han. Celles-ci sont connues en chinois sous le nom *Han si jun*, terme renvoyant à l'occupation du Nord de la péninsule coréenne et du sud de la Mandchourie durant la dynastie des Han antérieurs. De ces quatre commanderies, celle de Lelang fut fouillée de façon répétée dès les travaux de Sekino,<sup>45</sup> pour se voir conférer une importance centrale en tant que début de "l'histoire de la péninsule." Lelang fut au total l'objet de trois vagues de fouilles, sous la direction de Sekino (dans les années 1910 puis dans les années 1920), puis sous celle de Fujita (dans les années 1930).

La région de Kyōngju au sud, pour la monarchie de Silla, fut-elle aussi fouillée de façon répétée. Au-delà des vestiges de forteresses, les chambres funéraires en bois (qui furent rapprochées de celles du Nord de la péninsule) furent étudiées par Umehara et Hamada en 1922 puis 1924, suite à une découverte marquante due à des travaux de construction pour une maison particulière. Ces mêmes sites furent ensuite étudiés par Arimitsu Kyōichi (1907-2011) en 1931, suivi de Kayamoto Kamejirō (1901-1970) en 1932, et de Saitō Tadashi (1908-2013) en 1934. La présence de jeunes chercheurs tels Saitō ou Arimitsu – conservateur en chef du musée entre

45. Sekino, qui s'était originellement concentré sur le Nord de la péninsule, et Torii, qui avait parcouru toute la péninsule ainsi que Liaodong, en Chine, s'opposèrent avant 1915 quant à l'origine des tertres maçonnés de Lelang. Sekino ne savait pas s'il s'agissait de traces de Lelang ou du royaume de Koguryō, mais il revint son jugement. Insōng Chōng, "Sekino Tadashi ni yoru Rakurō iseki no chōsa, kenkyū," (Les enquêtes et études au site de Lelang par Sekino Tadashi), in *Koroniarizumu to Chōsen bunka* (Colonisation et culture coréenne), ed. Chōsen bunka kenkyūjo (Tokyo: Université Waseda, 2006).



1941 et 1945 – montre que la commission formait des archéologues,<sup>46</sup> bien qu'elle ne formât jamais aucun Coréen. Enfin, Fujita y co-dirigea d'ultimes fouilles, plus détaillées, entre 1936 et 1938.

Les fouilles menées à Kyōngju démarrèrent par des heurts entre archéologues japonais et résidents coloniaux japonais, qui illustrent la complexité des rapports de pouvoir sur place. Le tertre Kinkan (lu Kūmgwan en coréen)<sup>47</sup> fut découvert en septembre-octobre 1921 par la police et par un résident japonais. Le rapport spécial publié 1924 explique que les résidents avaient organisé des 'fouilles' non autorisées afin de rechercher uniquement les objets.<sup>48</sup> Dans ce rapport puis dans ses mémoires,<sup>49</sup> Umehara rapporte de façon catastrophique les heurts avec le 'chef' des locaux, Moroga Hide et son groupe d' 'amateurs' d'archéologie.

Fin septembre 1921, l'archéologue Ogawa Keikichi de la commission archéologique fut envoyé en urgence à Kyōngju. Il constata des fouilles sauvages mais aussi l'importance de la découverte. Il fut suivi par Sekino, tandis que le Gouvernement-général évoquait "des découvertes comparables à celles effectuées pour Toutānkhamon dans le cours supérieur du Nil." Hamada et Umehara, en mission au Sud-Est de la Corée, arrivèrent à Kyōngju le 12 octobre.<sup>50</sup> Les découvertes avaient été déplacées dans un local de la "Société pour la conservation des vestiges de Kyōngju" (Keishū koseki hozonkai).<sup>51</sup> Les deux archéologues décrivent la situation comme relevant d'un "vandalisme éhonté et inorganisé": les objets étaient empilés en désordre dans des caisses, sans que le moindre relevé de fouilles ait été opéré, et en privilégiant "les objets qui brillent comme de l'or." En outre, les coloniaux de Kyōngju refusèrent de céder les objets à Sekino, Hamada et Umehara ou de leur confier la direction des fouilles. L'intervention de la police fut déterminante, qui permit, après avoir classé les objets, de les envoyer au musée central à Keijō.

Fujita, directeur du Musée, et le gouverneur civil Oda Mikijirō décidèrent de "fouilles de sauvetage" à réaliser entre 1921 et 1924. Celles-ci portèrent sur le premier site (nommé tertre Kinkan, c'est-à-dire le tertre "aux couronnes d'or," du fait des découvertes réalisées) et sur deux autres tertres (qui furent nommés Shokuri/Singni, et Kinrei/Kūmryōng).<sup>52</sup> Umehara rapporta la découverte avec Serge Elisseeff (1889-1975) dans la *Revue des Arts Asiatiques*, à nouveau sous le signe

46. Diplômé du laboratoire d'archéologie de l'Université impériale de Kyōto, Arimitsu en fut le troisième responsable après Umehara en 1957.

47. Les noms apposés par les chercheurs japonais sont restés après l'indépendance de la Corée, où ils sont maintenant lus en lecture sino-coréenne.

48. Sōtoku-fu (ed.), *Keishū kinkan-tsuka to sono ihō*, 9-11.

49. Umehara, *Kōkogaku rokujū nen*.

50. Sōtoku-fu (ed.), *Keishū kinkan-tsuka to sono ihō*, 45-46

51. Cette organisation locale aurait été fondée en 1910 autour de Kawai Hirotami. Sōtoku-fu (ed.), *Keishū kinkan-tsuka to sono ihō*, 12.

52. Dans les parties ou résumés en anglais des rapports, les toponymes ou noms de sites sont donnés en coréen ou bien en traduction littérale (tel "Gold Crown Tomb" pour Kinkan-tsuka).

de la comparaison avec les travaux menés en Méditerranée.<sup>53</sup> Le rapport final de la commission archéologique précisait comme suit:

“Les objets en or découverts par Schliemann sur les tertres de Mycènes, d’un montant supérieur à 10 000 francs [or], sont conservés aujourd’hui au Musée national d’Athènes. On ne peut comparer [nos découvertes] avec celles-là, mais citons un passage d’un télégramme de Schliemann au roi [de Grèce], daté du 28 novembre 1874: “J’ai trouvé dans ces sépultures des trésors immenses qui suffisent à eux seuls à remplir un grand musée, qui sera le plus merveilleux du monde et qui, pendant des [sic] siècles à venir, attirera en Grèce des milliers d’étrangers.” Cette phrase s’applique sans doute aux découvertes que nous avons faites.”<sup>54</sup>

Dès les premiers programmes de recherche, les objets découverts en fouilles furent confiés à cinq musées spécialement créés au niveau central et local.

Le Musée du Gouvernement-général de Corée (MGGK), déjà présenté plus haut, avait été créé en 1915 d’abord pour accueillir les objets rassemblés par Sekino et Torii.<sup>55</sup> Comme noté, ce musée avait une double fonction puisque, outre les expositions, “le musée était aussi chargé de mener des fouilles et des enquêtes sur les vestiges, d’y pratiquer des travaux de restauration<sup>56</sup> et de les enregistrer, tout en menant une activité de classement des objets enfouis [*maizōbutsu*]; il était ainsi l’organe central concernant les biens culturels anciens [*ko-bunkazai*]” de Corée.<sup>57</sup> Ces deux objectifs<sup>58</sup> apparaissent dans la répartition des différents postes de son budget. En moyenne, son budget annuel dans les décennies 1920 et 1930 se situait entre 30 et 50 000 yens (soit entre 774 000 et 1 290 000 euros), ce qui était considéré comme une dotation faible à l’époque.<sup>59</sup> D’autant plus que, outre un personnel tournant autour de quatre-vingt personnes (dont cinquante-six conservateurs et employés), ce chiffre inclut le financement de la grosse compilation photographique *Chōsen koseki zufu*. Doté par exemple de 33 300 à 35 784 yens pour les années 1921 à 1923 (riches en fouilles à Lelang et Kyōngju), le MGGK utilisait théoriquement 50% de cette somme pour l’achat d’objets et leur conservation ou pour les installations

53. Sueji Umehara, “Deux Grandes Découvertes Archéologiques en Corée,” traduit par Serge Elisseeff, *Revue des Arts Asiatiques* III-1 (mars 1936): 24-33.

54. Télégramme en français dans le texte. Sōtoku-fu (ed.), *Keishū kinkan-tsuka to sono ihō*, 31.

55. Une autre origine du bâtiment est à rechercher dans l’“Exposition de promotion des produits de Corée pour la commémoration de cinq années de gouvernement” de 1915, qui a eu un rôle important dans sa construction. Arai, *Koroniariizumu to bunkazai*, 58-63.

56. Comme noté concernant le règlement de 1915, tous les types de vestiges étaient concernés: temples, pagodes, murs de forteresse, stèles, tertres.

57. Ryōsaku Fujita, “Chōsen koseki chōsa,” (Les enquêtes sur les vestiges de Corée) [1953], in *Chōsengaku ronkō* (Mélanges de coréanologie), ed. Ryōsaku Fujita (Tokyo: Fujita sensei kinen jigyō kai, 1963), 75.

58. On pourrait peut-être voir là une particularité liée au terrain colonial, mais les musées italiens de la même période associaient eux aussi ces deux dimensions.

59. Ryōsaku Fujita, “Chōsen kobunka no hozon,” (La conservation de la culture ancienne de la Corée) *Chōsen gaku* 1 (1951): 260.

internes au bâtiment. Mais la majeure partie des objets exposés provenant de fouilles ou de dons, le musée dépensait quelque 5 000 yens par an pour ses achats et il était donc intrinsèquement dépendant des activités de fouilles.<sup>60</sup>

Alors que le MGGK était théoriquement l'organe central de l'archéologie dans la péninsule et qu'originellement seuls ses membres auraient dû pouvoir effectuer des fouilles, il eut d'emblée partie liée avec la commission archéologique (de même niveau que le musée face au gouverneur) puisqu'il n'avait ni le personnel ni le budget suffisant pour conduire les fouilles dont dépendaient ses collections. Le musée était installé dans l'enceinte du palais Kyōngbok, derrière le palais du gouverneur, au nord de Keijō. Il prenait la suite du Musée impérial de Corée, musée d'art fondé en 1908 et qui suivait une muséographie fondée sur celle de musées européens, américains ou japonais du XIX<sup>ème</sup> siècle.<sup>61</sup> Par la suite, plusieurs projets d'agrandissement ou d'un nouveau bâtiment du musée, tel le projet d'un musée général en 1935, toujours situé dans le palais Kyōngbok, furent proposés sans être concrétisés. Occupant deux étages pour un total de six salles, il présentait les objets dans une cinquantaine de vitrines, selon un classement chronologique qui suivait les grands découpages de l'histoire coréenne. La collection constituée après 1915 comptait 8 400 items en 1921, 12 329 en 1930, puis 14 157 en 1938.<sup>62</sup> Fujita rapporte que: "La majeure partie des objets exposés était constituée de laques, de bronzes ou de jades de Lelang, des couronnes en or et parures de Silla, objets provenant tous de fouilles officielles, qui étaient exposés comme items représentatifs d'une période donnée."<sup>63</sup>

Le MGGK se vit adjoindre le Musée de P'yōngyang (Heijō furitsu hakubutsukan) – situé dans l'ancienne capitale du royaume de Koguryō et également à proximité de Lelang – et le Musée de Kaesōng (Kaijō furitsu hakubutsukan) – l'ancienne capitale du royaume médiéval de Koryō. Ces deux musées furent d'abord créés au niveau local, puisqu'ils dérivèrent de deux organisations de résidents coloniaux: la Heijō furitsu hoshōkai et la Kaijō hoshōkai.

Des annexes du MGGK furent construites dans deux autres lieux: à Puyō – à proximité du lieu de la dernière capitale du royaume de Paekche – et à Kyōngju, l'ancienne capitale du royaume de Silla. L'Annexe de Kyōngju du Musée du Gouvernement-général fut ainsi fondée en 1926. Pièce centrale du dispositif muséal pour le Sud-Est de la péninsule, elle abritait des objets issus des fouilles répétées sur les vestiges de Silla, notamment les couronnes en or découvertes lors des fouilles conduites entre 1921 et 1924 par Umehara au tertre éponyme. L'actuel Musée national de Kyōngju tire ses origines de ce musée colonial.<sup>64</sup> L'évolution de cette

60. Cependant, ces chiffres ne peuvent être correctement appréciés que s'ils sont ramenés au coût de la vie et du travail en Corée, qui étaient inférieurs à ceux de métropole.

61. Ce musée était situé dans le palais Ch'anggyōng. Ces collections d'art furent déplacées en 1938 vers un nouveau musée dans l'enceinte du palais Tōksu'gung, le Musée d'art de la famille royale Yi.

62. Yi, *Il'che kangjōm-gi kojōk*, 321-51.

63. Fujita, "Chōsen kobunka no hozon," 259.

64. Umehara date la création du musée de Kyōngju de 1923. La date de 1926 est aussi utilisée.

institution fournit une illustration intéressante de l'élaboration de ces institutions régionales. Le bâtiment originel, qui n'est plus utilisé aujourd'hui, était présenté comme "de style traditionnel" en 1926: ancien bâtiment officiel coréen, celui-ci avait été occupé par la Société pour la conservation des vestiges de Kyōngju en 1913, avant d'être réquisitionné par le Gouvernement-général en 1926.

Enfin, ce réseau muséal était complété par des pavillons d'exposition situés dans les villes ayant moins de liens avec les fouilles et les découvertes, telles Pusan, Taegu, Kongju ou Na'nam. Outre la gestion des collections, les musées avaient une mission de restauration et de conservation des vestiges locaux situés dans leur périmètre. Ces sites et vestiges se virent intégrés dans un parcours culturel régional pensé en bloc avec les objets exposés. Parallèlement, dès avant 1916, des initiatives spontanées telles les "sociétés pour la conservation" (*honzonkai*) virent le jour sous l'impulsion des résidents coloniaux. Ces organisations tenaient des expositions d'objets quels que soient leur mode d'obtention. Ces collections furent ensuite intégrées au réseau officiel comme le montre l'exemple de Kyōngju.<sup>65</sup> Mais si les pièces exposées en musée circulaient au sein du réseau officiel, entre Keijō et les institutions régionales, les expositions étaient loin de présenter l'intégralité des corpus connus car nombre de pièces importantes, tel à Lelang, figuraient dans des collections privées.

La direction des travaux de la commission fut transférée en août 1931 au tout nouvel Institut de recherche sur les vestiges anciens de Corée,<sup>66</sup> tandis que le Gouvernement-général instituait en 1933 une structure dédiée à la protection du "patrimoine."<sup>67</sup> Ces deux décisions semblent avoir été motivées par des raisons budgétaires. Une autre explication serait peut-être à rechercher dans des doutes du Gouvernement-général quant à l'utilité des travaux archéologiques pour sa politique.<sup>68</sup> L'article 2 du règlement d'août 1931 mettant en place cet Institut délimitait étroitement les sites et régions que devait viser la recherche. N'étaient dorénavant plus concernées que les régions de P'yōngyang (Lelang) et de Kyōngju (Silla), jugées suffisantes afin d'"éclairer le processus du développement de la culture coréenne." Ainsi le rapport publié pour l'exercice 1936 de noter en introduction: "la présente organisation a été fondée sous la direction du docteur Kuroita, avec pour objectif l'étude des deux grands complexes de sites de la Corée situés à P'yōngyang et à Kyōngju."<sup>69</sup> Ce choix s'insérait dans la vision historique du Gouvernement-

65. L'insistance de Fujita sur le fait que le Musée abritait des objets issus de fouilles "officielles" n'est pas anodine. Cette assertion mériterait d'être vérifiée. Le processus de "légalisation" de certaines collections para-officielles de province, tel à Kyōngju, pose problème.

66. Fujita, "Chōsen kobunka no hozon," *Tōhō gakkai, Tōhōgaku kaisō* 5, 42-3.

67. La révision, le 9 août 1933, du règlement de 1916 mit ainsi en place un Institut du Gouvernement-général de Corée pour la protection des trésors, vestiges anciens, lieux célèbres et pittoresques ou monuments (Chōsen sōtokufu hōmotsu koseki meisō tennen kinen-butsu hozon-kai). Voir: Chōsen sōtokufu, *Chōsen sōtoku-fu kanpō* (Journal Officiel du Gouvernement-général de Corée) (Keijō: Gouvernement-général de Corée, 9 août 1933): 1-2.

68. Yi, *Il'che kangjōm-gi kojōk*, 208-9.

69. Chōsen sōtoku-fu (ed.), *Rapports de fouilles archéologiques, 1937* (Keijō: Gouvernement-général de Corée, 1917-1940), 1.

général, qui mettait en exergue la période des commanderies Han au Nord, le royaume de Silla, et l'idée que "le Japon" avait "colonisé" le Sud-Est de la péninsule au IV<sup>ème</sup> siècle.

La question de la source des financements utilisés par l'Institut de recherche sur les vestiges anciens à partir de 1933 – lorsqu'il démarra ses travaux à Lelang – demeure ouverte. En effet, si cette structure était théoriquement extérieure au Gouvernement-général, et si Kuroita fit appel au secteur privé, le poids de l'Université impériale de Tokyo (rattachement principal de Kuroita) augmenta d'autant plus: il est par conséquent malaisé de voir là une "privatisation" des fouilles comme l'expliqua le pouvoir colonial. L'Université impériale de Kyōto participa elle aussi à ces activités, au travers de Hamada, de même que le Musée impérial de Tokyo qui obtint en échange une partie des découvertes.<sup>70</sup> Au final, l'Institut bénéficia dans les années 1930 d'une dotation annuelle à peu près égale à celle de la commission dans les années 1920. Se pose donc la question de son statut: public ou privé, à cheval entre la colonie et la métropole. Si les objectifs de la commission de 1916 – étudier le passé coréen et produire des publications rendant compte de la recherche – furent poursuivis, ils furent réduits au profit d'un effort en vue de remplir les collections des universités impériales métropolitaines. Leurs financements apparaissent sous forme de "dons": de la part de la Japan Society for the Promotion of Science (Nihon gakujutsu shinkōkai) dès 1933,<sup>71</sup> puis à partir de décembre 1938 *via* sa "Commission Corée" (Chōsen iinkai); de la part du ministère japonais du Palais impérial c'est-à-dire l'empereur; enfin de la part de la famille royale de Corée. C'est dans ce contexte que fut établi en 1938 le Musée d'art de la famille royale Yi, déjà évoqué.

Cette réorganisation vit enfin l'élaboration d'une structure pyramidale comprenant trois centres de recherche régionaux intégrés aux musées, tandis que les bureaux de l'Institut étaient localisés à l'intérieur du Musée du Gouvernement-général.<sup>72</sup> Ces trois antennes étaient: le Centre de recherche de Kyōngju, le Centre de recherche de P'yōngyang, et le Centre de recherche sur Paekche dans la ville de Puyō.<sup>73</sup>

70. Arnaud Nanta, "Compte-rendu de *Rekishi hyōron* 788, numéro thématique de décembre 2015 sur les 50 ans du traité nippo-coréen de 1965," *Ebisu* 53 (2016): 300-6.

71. Le pré-rapport d'enquête concernant les fouilles à Lelang en 1933 précise: "La JSPS a décidé pour sa première année d'exercice, de conférer une aide annuelle de 15 000 yens [or] à la réalisation de l'enquête aux sites associés à la période de la commanderie de Lelang, en Corée, et à la publication de rapports d'étude, somme dont a bénéficié l'Institut de recherche sur les vestiges anciens de Corée, qui œuvrait déjà sur ces thématiques, et qui, ayant décidé des chercheurs et assistants devant participer à ce projet, débuta ses travaux en juin 1933." Cette introduction compare les travaux menés sur ces sites chinois Han du Nord de la péninsule coréenne avec ceux de la Russie en Mongolie extérieure, et ceux de la France en Indochine. Chōsen sōtoku-fu (ed.), *Rapports de fouilles archéologiques, 1933* (Keijō: Gouvernement-général de Corée, 1917-1940), 1.

72. Fujita, "Chōsen koseki chōsa," 82-4.

73. Le président du conseil d'administration de l'Institut de 1931 était le gouverneur civil Iimada Kiyonori (1884-1940). Les membres du conseil d'administration étaient alors Kuroita, Oda, Hamada et Ayukai. Les conseillers étaient Kuroita, Hamada, Oda, Harata, Ikeuchi Hiroshi (1878-1952), Umehara et le directeur du Bureau des Affaires sociales et éducatives. Fujita fut nommé cadre. Fujita, "Chōsen koseki chōsa," 84. Hideichi Sakazume, *Taiheiyō sensō to kōkogaku* (L'archéologie durant la Guerre du Pacifique) (Tokyo: Yoshikawa Kōbunkan, 1997), 92. Yi, *Il'che kangjōm-gi kojōk*.

#### 4. Les représentations de la Corée: histoire coloniale, histoires résistantes

Les musées et les expositions constituent les incarnations et valorisations les plus évidentes de l'archéologie coloniale. Mais la recherche se concrétisa surtout au travers de nombreuses publications, qui peuvent être abordées selon trois groupes: les travaux officiels issus des commissions; les publications universitaires au sens général, parues en dehors des commissions ou en métropole; enfin, les travaux produits par les Coréens, notamment ceux de la résistance, en parallèle et contre les travaux japonais.

Les principales publications officielles composent plusieurs séries. Il s'agit notamment des rapports de fouilles déjà évoqués, du gros ouvrage *Chōsen koseki zufu* (Compilation illustrée sur les vestiges anciens de Corée), qui présente la collection du musée et celles des collections privées, auxquels s'ajoute l'ouvrage *Chōsen-shi* (Histoire de la Corée), *magnum opus* de la Commission de compilation de l'histoire de la Corée et qui se superpose aux résultats de l'archéologie.

Le *Chōsen koseki zufu*, dirigé par Sekino, a été publié en édition bilingue japonais et anglais entre 1915 et 1935, dans une luxueuse édition constituée de nombreuses photographies. L'ouvrage ne présente néanmoins pas de questionnement historique, mais relève plutôt d'une histoire de l'art sous une forme évoquant l'inventaire patrimonial. Cette publication s'inscrivait dans une logique de mise en valeur évidente du passé national coréen, laquelle servait à raffermir la position du colonisateur. La mise en exergue qui a été faite ensuite de cette publication, en tant que "grande œuvre archéologique coloniale," étonne car au moment de sa publication, presque aucune véritable fouille de terrain n'avait encore eu lieu. L'ouvrage s'appuie sur ses photos, davantage qu'il les analyse.

Sur les quinze volumes de cette publication, les cinq portant sur la commanderie de Lelang et sur la période des Trois Royaumes furent publiés entre 1915 et 1917, soit bel et bien avant l'achèvement du premier programme quinquennal de fouilles archéologiques.<sup>74</sup> Ainsi, au regard de la chronologie de publication de ce gros ouvrage, on comprend que la présentation du patrimoine archéologique et architectural coréen qui y est faite n'a que peu de rapport avec la recherche scientifique. La composition de l'ouvrage montre l'intérêt porté à l'histoire ancienne, le poids de l'histoire architecturale et de l'histoire de l'art, ainsi que la prédominance d'une 'vision' prédéfinie de l'histoire ancienne de la Corée, qui avait été élaborée dès la décennie 1890, avant même le temps du protectorat.

Le *Chōsen koseki zufu* fut distribué gracieusement à nombre d'institutions occidentales – dont le Musée Guimet – et japonaises, dont il influença la vision de l'histoire coréenne. Cet ouvrage en vint à constituer l'alpha et l'oméga de toute démarche historique souhaitant évoquer la Corée ancienne. Preuve que l'ouvrage

74. Les quatre autres volumes suivants, publiés entre 1918 et 1929, concernent Koryō. Les six derniers, publiés entre 1930 et 1935, portent sur la période Chosŏn.



était destiné à faire la publicité du projet archéologique colonial: Umehara se désolait de ne pouvoir le consulter en Corée même.<sup>75</sup> L'ouvrage était encore cité en 1961 comme source d'informations incontournable aux côtés de l'*History of Korean Art* d'Andreas Eckardt<sup>76</sup> dans *L'Histoire de l'art* de La Pléiade, volume sur le "monde non-chrétien."<sup>77</sup> L'ensemble des termes et toponymes coréens y sont mentionnés en lectures sino-japonaises chez Buhot, ce qui souligne la dimension *de facto* "incontournée" de la médiation japonaise.<sup>78</sup> Quant à Eckardt,<sup>79</sup> dont l'ouvrage de 1929 portait pour une grande part sur l'architecture, la statuaire ou l'analyse des tombes du royaume de Koguryō: il remerciait longuement les archéologues japonais, les chercheurs de l'Université impériale de Keijō et l'administration coloniale.<sup>80</sup>

En revanche, certains rapports de fouilles parmi les plus tardifs constituent de vrais ouvrages analytiques. Ces publications-ci forment de grandes synthèses, construites sur l'avancée de la recherche après quinze ou vingt années de travail sur le terrain. Par exemple, le rapport spécial publié en 1929 et 1930 sous la direction de Sekino et de Yatsui, en deux fascicules, présente l'ensemble des résultats archéologiques de terrain depuis 1915 à propos le royaume septentrional de Koguryō. Ce type d'ouvrage était publié en 500 exemplaires.

Parallèlement à l'archéologie, la commission historique (1925) avait pour objectif de centraliser les sources et documents coréens, et de compiler une histoire officielle de la colonie. La cheville ouvrière de ce travail fut Kuroita, comme le montre sa place prééminente dans les minutes des réunions de la commission. Ce travail historique conduisit notamment à deux séries. Tout d'abord, le *Chōsen-shi kōza* (Cours d'histoire de la Corée), en trois volumes publiés en 1924 par la société savante Chōsen-shi gakkai, déjà évoquée.<sup>81</sup> Sekino écrivit dans cet ouvrage à propos de l'histoire de l'art en Corée, et Fujita concernant les fouilles archéologiques.<sup>82</sup> Puis, entre 1932 et 1938, fut publiée la série *Chōsen-shi* (Histoire de la Corée), en trente-cinq volumes pour un total de 24 000 pages. Dans cet ouvrage, la protohistoire et les commanderies chinoises de Lelang et Daifang d'une part, la période des Trois Royaumes d'autre part, sont exposées dans trois gros volumes présentant en détail

75. Umehara, *Kōkogaku rokujū nen*.

76. Andreas Eckardt, *History of Korean Art/Geschichte der Koreanischen Kunst* (Leipzig, London: Hiersemann, Goldstone, 1929).

77. Jean Buhot, "L'art de la Corée," in *Histoire de l'art 1. Le Monde non-chrétien*, ed. Pierre Devambez (Paris: Gallimard, 1961), 1442-58.

78. N'ayant connaissance des toponymes ou noms historiques coréens, Buhot se voyait contraint d'utiliser leurs lectures japonaises, qui n'ont de validité qu'en contexte linguistique japonais.

79. L'essentiel ouvrage d'Eckardt mériterait une présentation. Il était néanmoins isolé au sein des études en langue occidentale d'alors, qui n'ont produit aucune synthèse sur l'histoire ancienne ou sur le patrimoine de Corée. Eckardt lui-même œuvra au travers du pouvoir colonial.

80. Eckardt, *History of Korean Art*, vii-viii.

81. Cette série considérait davantage les périodes moderne et coloniale de l'histoire coréenne que les ouvrages publiés avant 1910. Mais malgré une meilleure compréhension des données, la grille de lecture restait la même.

82. Les chercheurs coréens Hong Hūi (1884-1935) et Yi Nūnghwa (1869-1943) participèrent à ce travail. Leurs chapitres portaient respectivement sur les arts coréens et sur l'histoire du bouddhisme.

la documentation écrite ancienne sur ces périodes. Mais l'ouvrage *Histoire de la Corée* – chronique à vrai dire de type monarchique – prend pour vrai point de départ l'unification de la péninsule par Silla, durant le règne du roi Munmu au VII<sup>ème</sup> siècle. En effet, il ne s'agissait pas là d'une 'étude' historique à propos de la péninsule, mais d'un ouvrage visant à clore le règne de la Corée comme État.<sup>83</sup>

Le corpus des publications archéologiques et antiquisantes s'étend bien au-delà de ces ouvrages marquants, du fait des circulations de personnes qui eurent lieu entre la Corée et la métropole. En outre, les problématiques et travaux des chercheurs se recoupaient et se complétaient grâce à l'université coloniale qui constituait un arrière-plan des deux commissions. Le travail effectué par ces dernières et par le musée<sup>84</sup> doit ainsi être rapporté à celui de l'université, ainsi qu'aux publications en revues ou en ouvrages chez des éditeurs privés de métropole. Comme on l'a noté, l'archéologie coloniale de Corée relevant de l'archéologie antique au sens large, et l'activité historique coloniale relevant pour une part écrasante elle aussi de l'histoire ancienne et de l'histoire de l'art, ou des relations nippon-coréennes, les deux disciplines ne furent jamais hermétiques l'une à l'autre comme le montrent les cas de Kuroita ou de Fujita. Les travaux des philologues-historiens tel Imanishi, dont la contribution fut essentielle afin de clarifier les textes utilisés par les antiquisants, servaient de ponts à l'intérieur de cet ensemble.<sup>85</sup>

En métropole, la *Revue d'archéologie (Kōkōgaku zasshi)*, à Tokyo, ouvrit toujours ses pages aux travaux conduits en Corée coloniale. Sekino y publia de façon répétée dans les années 1910 c'est-à-dire en amont des publications du Gouvernement-général de Corée. C'est là, et non en Corée, que Hamada publia en 1924 une synthèse sur "Les anciens tertres de Corée."<sup>86</sup> Il publia aussi, aux lendemains du mouvement du 1<sup>er</sup> mars 1919, dans la revue *Minzoku to rekishi* (Peuples & Histoire), fondée et dirigée par l'historien Kita Sadakichi (1871-1939). Kita était l'un des fondateurs de l'histoire sociale au Japon, et fut l'un des plus grands

83. Après la chute de Silla, royaume considéré par les chercheurs japonais comme l'"apogée" de la Corée ancienne, la monarchie médiévale de Koryō et celle de Chosōn, saisies en continuité, furent caractérisées par l'idée d'une longue "stagnation" à laquelle seule la colonisation japonaise put mettre un terme.

84. Par ailleurs, le musée avait une publication, *Hakubutsukan chinretsu-hin zukan*, qui présentait ses collections. Cette série comprend dix-sept fascicules. Il existait aussi un bulletin des musées, le *Sōtoku-fu hakubutsukan-hō*, et des guides de présentation du MGGK et des annexes de Kyōngju et Puyō.

85. La synthèse publiée par Imanishi déconstruisit le mythe fondateur du souverain coréen Tan'gun et acheva de saper les bases de l'idée d'une Corée ayant existé antérieurement à la domination chinoise Han du temps de la commanderie de Lelang. Selon l'analyse structuraliste d'Imanishi (pour utiliser une terminologie plus récente): la figure de Tan'gun serait apparue par fusion de mythes septentrionaux. Le nom lui-même, "de type taoïste" notait-il, daterait de la période médiévale de Koryō. Ses travaux sur la protohistoire et la Corée ancienne, associant anthropologie et philologie, validaient les conclusions de l'archéologie. Ryū Imanishi, "Dankun kō," (Réflexions sur Tan'gun) [1929], *Seikyū sessō* (Fascicules de la colline bleue) 1, in Ryū Imanishi, *Chōsen koshi no kenkyū* (Études en histoire ancienne de la Corée) (Keijō: Chikazawa, 1937), 124-25; Pai, *Constructing "Korean" Origins*.

86. Kōsaku Hamada, "Chōsen no kofun," (Les anciens tertres de Corée), *Kōkōgaku zasshi* 302 (1924): 1-18.

soutiens à l'idéologie annexionniste du Japon d'alors. Cette revue fit paraître en 1921 un numéro thématique sur les "études coréo-mandchoues" (*Senman kenkyū*), où Hamada présenta les résultats des enquêtes archéologiques conduites dans la péninsule. Il jugeait la Corée constituer "la question irlandaise de notre pays." Et d'exposer comme suit son avis à propos de la recherche archéologique japonaise en Corée colonisée:

"Le Japon a été amené à prendre en charge l'administration de la Corée, pays qui a possédé dans le passé une culture digne de respect, et [l'étude des vestiges anciens] constitue un devoir que nous devons remplir en tant que nation civilisée. Notre pays n'a jamais failli dans l'accomplissement de ce devoir. Quand bien même la Corée se gérerait de façon locale dans le futur ou obtenait son indépendance, ou encore devenait le territoire d'un autre pays, nul doute que le Japon recevrait des remerciements éternels, de la part du monde entier comme du peuple de Corée, pour avoir accompli là son devoir de nation civilisée."<sup>87</sup>

La place du réseau de Kyōto, dont la tendance colonialiste était parfois plus prononcée que le discours tenu par les rapports émanant du Gouvernement-général de Corée, oblige à considérer les publications de cette université, ainsi que l'origine des objets composant les collections de son musée – notamment les catalogues publiés dans les années 1950. Hamada identifiait dans son article de 1924 dans la *Revue d'archéologie*, puis en 1935 dans une publication de la Société d'anthropologie, à Tokyo, des traits de "japonité" dans la culture matérielle coréenne, rapprochant les 'tertres' japonais et coréens. Dans ce même ouvrage de la Société d'anthropologie, Umehara mettait en avant "l'utilité" de l'archéologie coloniale pour l'avancement de l'archéologie japonaise métropolitaine, tout en critiquant la loi de 1874 interdisant toute fouille sur les "tertres impériaux" de métropole, fouilles possibles, donc, en Corée...<sup>88</sup>

Enfin, si les savants coréens ne participèrent pas aux travaux archéologiques japonais, certains d'entre eux, parmi les antiquisants, abordèrent l'histoire ancienne de la Corée en s'appuyant sur les sources écrites à leur disposition. Ils doivent être évoqués parallèlement aux travaux menés par le colonisateur. Ce dernier eut une lourde influence sur la façon dont les Coréens allaient réécrire à leur tour l'histoire de la péninsule. Comme on l'a souligné, les fouilles menées par la commission archéologique ne semblent avoir eu au final qu'un impact limité sur la vision que le colonisateur avait du passé de la péninsule. Par conséquent, les travaux des antiquisants coréens – s'appuyant par nécessité sur les textes – ne sont donc pas fondamentalement différents des travaux de la muséologie ou des antiquisants

87. Kōsaku Hamada, "Chōsen no koseki chōsa," (La recherche sur les vestiges anciens de Corée), *Minzoku to rekishi* 6-1 (1921): 70.

88. Sueji Umehara, "Jōdai kofun no kenkyū ni tsuite," (Remarques concernant l'étude des anciens tertres), in *Nihon minzoku* (Le peuple japonais), ed. Tōkyō jinrui gakkai (Société d'anthropologie de Tokyo) (Tokyo: Iwanami, 1935), 433-34.

japonais. En effet, si ces derniers pouvaient parfois clamer s'appuyer sur les résultats de l'archéologie, ils pliaient surtout leurs sources matérielles de façon à les faire entrer dans un cadre qu'ils avaient prédéfini.

Parmi ces antiquisants coréens, évoquons Ch'oe Namsŏn (1890-1957). Opposant en 1919, finalement rallié à la fin de la décennie 1920, Ch'oe tenta de mettre en évidence une antique aire culturelle coréenne. Antérieure à la colonisation chinoise Han, cette aire culturelle "coréenne" aurait recouvert la moitié de l'Asie orientale, témoignage du rayonnement de la civilisation coréenne. Cette entité ethno-culturelle, qu'il désignait du nom de Purham (ou Parkan), aurait été fondée par le souverain légendaire Tan'gun, affirmé comme la source de la civilisation en Asie de l'Est. Ce discours émis dans les années 1920 s'inscrivait aussi dans la "politique culturelle" japonaise de cette décennie, politique de soutien par le colonisateur à un nationalisme coréen minimaliste sans revendication indépendantiste. Ch'oe publia une synthèse de son modèle en 1927, en langue japonaise, dans la revue de propagande pro-japonaise *Chōsen oyobi Chōsen minzoku* (La Corée et le peuple coréen),<sup>89</sup> puis, contraint par ses dettes, il entra l'année suivante dans la commission historique du Gouvernement-général.

Sin Ch'aeho (1880-1936), tenu pour être le fondateur de l'historiographie nationaliste coréenne, écrivit quant à lui divers gros ouvrages en histoire ancienne.<sup>90</sup> Il réfuta dans son ouvrage *Chosŏn sanggo sa* (Histoire de la Haute Antiquité coréenne) de 1931 l'idée que la commanderie de Lelang, perçue comme une "colonie chinoise," aurait été localisée sur le sol de la péninsule.<sup>91</sup> Sin estimait que le site de Lelang devait être situé dans la péninsule chinoise du Liaodong.<sup>92</sup> Il effectua aussi des reconnaissances archéologiques en Mandchourie sur les sites de Koguryŏ. Opposant virulent, capturé lors d'un passage à Taiwan, Sin décéda dans les geôles japonaises en 1936. Sa théorie concernant Lelang a été reprise en Corée du Nord dans les années 1960, mais a été rejetée au Sud. Elle est connue au Japon sous le nom "théorie selon laquelle Lelang est situé dans le Liaodong."

Chez Ch'oe comme chez Sin, il s'agissait de "re-coréaniser" les temps anciens, dans un contexte de perte de souveraineté nationale. Il leur fallait réaffirmer l'existence du mythique souverain Tan'gun et projeter un peuple ethniquement homogène dans un passé immémorial, non entaché de présence étrangère (chinoise). La réécriture du

89. Namsŏn Ch'oe, "Fukan bunka-ron," (À propos de la culture de Purham), *Chōsen oyobi Chōsen minzoku* 1 (1927): 1-58.

90. Yŏng'u Han, *Han'guk minjok juŭi yŏksa-hak* (L'historiographie nationaliste en Corée) (Seoul: Iljogak, 1994); Schmid, *Korea Between Empires*, 171-98, 224-36; Henry H. Em, "Minjok as a Modern and Democratic Construct: Sin Ch'aeho's Historiography," in *Colonial Modernity in Korea*, ed. Shin, Gi-Wook & Robinson Michael (Harvard: Harvard University press, 1999).

91. Les historiens Yi Kibaek et Yi Kidong ont naguère dressé un panorama précis de ces modèles coréens et japonais. Kibaek Yi & Kidong Yi, *Hanguk sa kangjwa* (Cours d'histoire coréenne) 1 *Kodae p'yŏn* (Les Temps Anciens) (Seoul: Iljo-gak, 1982), 66-8.

92. Ch'aeho Sin, *Chosŏn sanggo-sa* (Histoire de la Haute Antiquité coréenne) [1931], in *Tanjae Shin Ch'aeho chŏnjip* (Œuvres complètes de Tanjae alias Shin Ch'aeho) 1 (Seoul, Hyŏngsŏl, 1972), 120-31.

passé reflétait donc les enjeux du temps présent, tant chez les Japonais que chez les Coréens. C'est sans doute dans cette élaboration d'une "histoire linéaire" de la Corée, dépassant et intégrant les États et périodes qui s'étaient succédé dans la péninsule, que l'on peut le mieux saisir l'influence de la période coloniale sur l'écriture d'un passé maintenant "national." Ch'oe et Sin sont deux figures marquantes de l'historiographie ancienne rédigée durant le temps colonial. Leurs écrits montraient déjà quels allaient être les modes d'appréhension du passé qui s'imposèrent après 1945.

### En guise de conclusion

La Corée coloniale vit se déployer après 1905 un ensemble systématique d'enquêtes visant à comprendre sa société et son passé. Les reconnaissances de terrain menées par les chercheurs japonais au début du XX<sup>ème</sup> siècle conduisirent à la mise en place d'une archéologie institutionnalisée à partir de 1915-1916. Celle-ci se concentra sur plusieurs périodes et terrains privilégiés: la commanderie de Lelang et la période des Trois Royaumes de Corée, notamment le royaume de Silla et sa capitale Kyōngju. Considérés sous l'angle des structures de recherche, ces travaux, menés jusqu'en 1938, connurent plusieurs phases et virent au moins deux réseaux imbriqués l'un dans l'autre: celui de Keijō et celui de Kyōto. À une époque où l'archéologie antique, en Europe comme au Japon, était largement guidée par la philologie et donc par les anciennes histoires et chroniques, ces fouilles visèrent semblablement à confirmer la connaissance "déjà établie" à propos de la présence chinois Han ou des capitales des Trois Royaumes.

Menés en contexte colonial, les travaux japonais se substituèrent aux tentatives coréennes de compréhension du passé de la péninsule, qui n'avaient pu produire de résultats suffisants avant 1905. L'idée de 'protection' des vestiges anciens et du patrimoine fut brandie comme un étendard justifiant l'œuvre colonisatrice. C'est ainsi que la question non réglée des demandes de restitutions concerne aujourd'hui aussi des objets archéologiques.<sup>93</sup> Mais les politiques concrètes de protection des sites et des objets évoquées dans cette contribution constituent sans doute le legs le plus évident de la période coloniale. Car c'est l'aspect le moins strictement colonial des politiques japonaises, puisque le décret du Gouvernement-général de 1916 suivait une tendance générale développée en métropole depuis l'ère Meiji.<sup>94</sup>

Si l'archéologie a des origines anciennes, cette discipline est cependant un savoir éminemment moderne qui eut un rôle central dans la fabrique des nations depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle. Son influence ne fut pas moindre en contexte colonial, de même que ses effets sur les identités collectives et sur la perception d'un passé

93. Munhwajae kwalliguk (Office national sud-coréen de gestion du patrimoine), *Hae'oe sojajae Hanguk munhwajae mongnok* (Liste du patrimoine coréen localisé à l'étranger) (Seoul: Munhwajae kwalliguk, 1986), 21-9; Arai, *Koroniarizumu to bunkazai*; Nanta, "Compte-rendu de Rekishi hyōron."

94. Christophe Marquet, "Conscience patrimoniale et écriture de l'histoire de l'art national," in *La nation en marche*, ed. Jean-Jacques Tschudin et Claude Hamon (Arles: Philippe Picquier, 1999); Inada, *Nihon to Furansu no iseki hogo*, 44-52.

maintenant saisi comme national, bien au-delà de l'indépendance de la Corée en 1945. Les travaux du temps colonial sont l'objet d'une appréciation globalement négative chez les historiens sud-coréens et chez une partie des chercheurs japonais. Tous ces chercheurs ou chercheuses estiment que les travaux archéologiques et historiens coloniaux ont déformé (*waegok*) l'histoire de la péninsule.<sup>95</sup> Notamment, la mise en exergue par les chercheurs japonais d'une "période Lelang"<sup>96</sup> en tant que "début" de l'histoire coréenne aura marqué celle-ci du sceau de la "dépendance" (*taritsu-sei*) vis-à-vis de l'extérieur.<sup>97</sup> La Corée n'aurait existé, en tant qu'"entité" historique identifiable, qu'à partir de la domination chinoise Han qui aurait en quelque sorte "fait entrer" pour la première fois la péninsule dans l'Histoire. Et la focalisation sur les temps anciens aura été liée à l'idée d'une 'stagnation' (*teitai*) de l'histoire coréenne. Enfin, au bout de cette logique, la Corée faisait son entrée dans l'histoire moderne par la domination japonaise. Ces traits ne sont pas spécifiques des savoirs coloniaux japonais, mais semblent structurer plus largement les discours du colonialisme, comme le montrent d'autres disciplines ou d'autres terrains en Asie orientale et méridionale<sup>98</sup> ou bien l'idée d'une "a-historicité structurelle" des sociétés colonisées évoquée dans le cas français.<sup>99</sup>

La question la plus complexe à traiter aujourd'hui concernant l'archéologie coloniale japonaise est son rôle dans la formation de l'archéologie de Corée du Sud et de Corée du Nord après l'indépendance en 1945 et la partition de la péninsule en 1948. À la différence d'autres disciplines, les Japonais ne formèrent aucun chercheur coréen en archéologie. Mais les institutions subsistèrent. Elles furent fusionnées, transformées, remodelées après 1945, selon cependant un biais géographique: les sites associés à Lelang étant en Corée du Nord, il devint impossible de les étudier, tandis que le régime reprenait la théorie de Sin Ch'aeho niant que cette commanderie chinoise eut jamais été située dans la péninsule; de plus les principales institutions muséales étaient à Seoul qui avait aussi les sites de Silla sur son territoire. Mais au-delà, ce sont les problématiques, objets d'étude et méthodes de l'archéologie moderne qui s'imposèrent, et qui constituent sans doute le legs le plus important

95. Par exemple: Sŏngmin Kim, "Chosŏn-sa p'yŏnsuhoe ūi sosik kwa unyong," (L'Institut pour la compilation de l'histoire de la Corée, institution et pratique), *Hanguk minjok undongsa yŏngu* 3 (198): 121-64; Yi, *Il'che kangjŏm-gi kojŏk*.

96. Ryōsaku Fujita, *Chōsen kōkōgaku kenkyū* (Mélanges en archéologie de la Corée) (Kyōto: Kōtō shoin, 1948).

97. Le terme coréen *sadaejūi* était aussi utilisé par Sin Ch'aeho, qui l'opposait au concept de *chuch'e* (autonomie). Ce second eut un grand succès ensuite en Corée du Nord.

98. Tel par exemple pour "l'histoire coloniale." Sophie Dulucq et Colette Zytnicki, "Une histoire en marge. L'histoire coloniale en France (années 1880 - années 1930)," *Genèses* 51-2 (2003): 114-27; Sophie Dulucq, *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)* (Paris: Karthala, 2009). L'archéologie coloniale menée en Indochine et celle de Corée japonaise pourraient être comparées. L'archéologie menée en Afrique du Nord suivait par contre des discours différents car il s'agissait, non pas du passé "indigène," mais essentiellement d'archéologie romaine ou carthaginoise, c'est-à-dire portant sur un peuplement différent des populations contemporaines, colonisées.

99. Dulucq et Zytnicki, "Une histoire en marge," 121.



de la période coloniale, ce qui explique aussi les critiques contre les modèles et représentations portés par la recherche d'avant 1945.

### Bibliographie

- Anderson, Benedict. *L'imaginaire national*, édition augmentée. Paris: La Découverte, 1996.
- Arai, Shin.ichi. *Koroniarizumu to bunkazai. Kindai Nihon to Chōsen kara kangaueru* (Les biens culturels face à la colonisation. Autour du cas du Japon et de la Corée). Tokyo: Iwanami, 2012.
- Buhot, Jean. "L'art de la Corée." In *Histoire de l'art 1. Le Monde non-chrétien*, ed. Pierre Devambez, 1442-58. Paris: Gallimard, 1961.
- Cho, Kyōngdal (ed.). *Shokuminchi Chōsen* (La Corée coloniale). Tokyo: Tokyodō, 2011.
- Ch'oe, Namsōn. "Fukan bunka-ron." (À propos de la culture de Purham). *Chōsen oyobi Chōsen minzoku* 1 (1927): 1-58.
- Choi, Kyongrak. "Compilation and publication of Korean historical materials under Japanese rule (1910-1945)." *The developing economies* 7-3 (1969): 380-91.
- Chōng, Insōng. "Sekino Tadashi ni yoru Rakurō iseki no chōsa, kenkyū." (Les enquêtes et études au site de Lelang par Sekino Tadashi). In *Koroniarizumu to Chōsen bunka* (Colonisation et culture coréenne), ed. Chōsen bunka kenkyūjo (Centre de recherche sur la culture coréenne), 9-18. Tokyo: Université Waseda, 2006.
- Chōsen sōtoku-fu (Gouvernement-général de Corée) (ed.). *Rapports de fouilles archéologiques*. Keijō: Gouvernement-général de Corée, 1917-1940.
- \_\_\_\_\_. (ed.). *Chōsen hōmotsu koseki meishō tennen kinen hozon yōmoku* (Liste des trésors, sites, lieux célèbres et sites naturels préservés en Corée). Keijō: Gouvernement-général de Corée, 1937.
- \_\_\_\_\_. *Chōsen sōtoku-fu kanpō* (Journal Officiel du Gouvernement-général de Corée). Keijō: Gouvernement-général de Corée, 9 août 1933.
- \_\_\_\_\_. *Koseki chōsa tokubetsu hōkoku* (Rapport de fouilles spéciales) 3: *Keishū kinkan-tsuka to sono ihō* (Le tertre aux couronnes d'or de Kyōngju et ses trésors). Keijō: Gouvernement-général de Corée, 1924.
- \_\_\_\_\_. (ed.). *Keishū kinkan-tsuka to sono ihō* (Le tertre aux couronnes d'or de Kyōngju et ses trésors), *Koseki chōsa tokubetsu hōkoku* (Rapport de fouilles spéciales) 3. Keijō: Gouvernement-général de Corée, 1924.
- Delissen, Alain et Arnaud Nanta. "Sociétés et possessions coloniales japonaises." In *Les sociétés coloniales à l'âge des empires*, ed. Jacques Frémeaux, 173-82. Paris: Armand Colin, 2012.
- Demoule, Jean-Paul, Pierre François Souyri ed. *Archéologie et patrimoine au Japon*. Paris: MSH, 2008.
- Dulucq, Sophie. *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*. Paris: Karthala, 2009.
- Dulucq, Sophie et Colette Zytnicki. "Une histoire en marge. L'histoire coloniale en France (années 1880 - années 1930)." *Genèses* 51-2 (2003): 114-27.
- Eckardt, Andreas. *History of Korean Art/Geschichte der Koreanischen Kunst*. Leipzig, London: Hiersemann, Goldstone, 1929.
- Em, Henry H. "Minjok as a Modern and Democratic Construct: Sin Ch'aeho's Historiography." In *Colonial Modernity in Korea*, ed. Shin, Gi-Wook & Robinson Michael. Harvard: Harvard University press, 1999.
- Flutsch, Laurent et Didier Fontannaz. *Le pillage du patrimoine archéologique. Des razzias coloniales au marché de l'art, un désastre culturel*. Paris: Favre, 2010.

- Fujita, Ryōsaku. "Chōsen koseki chōsa." (Les enquêtes sur les vestiges de Corée) [1953]. In *Chōsengaku ronkō* (Mélanges de coréanologie), ed. Fujita, Ryōsaku, 67-88. Tokyo: Fujita sensei kinen jigyō kai, 1963.
- \_\_\_\_\_. "Chōsen kobunka no hozon." (La conservation de la culture ancienne de la Corée). *Chōsen gakuho* (Bulletin scientifique sur la Corée) 1 (1951): 245-62.
- \_\_\_\_\_. *Chōsen kōkogaku kenkyū* (Mélanges en archéologie de la Corée). Kyōto: Kōtō shoin, 1948.
- Grajdanzev, Andrew. *Modern Korea*. NY: Institute of Pacific Relations, 1944.
- Guex, Samuel. *Au pays du matin calme. Nouvelle histoire de la Corée des origines à nos jours*. Paris: Flammarion, 2006.
- Hamada, Kōsaku. "Chōsen no kofun." (Les anciens tertres de Corée), *Kōkogaku zasshi* (Revue d'archéologie) 302 (1924): 1-18.
- \_\_\_\_\_. "Chōsen no koseki chōsa." (La recherche sur les vestiges anciens de Corée), *Minzoku to rekishi* (Peuples & Histoire) 6-1 (1921): 70-6.
- Han, Yōng'u. *Han'guk minjok juūi yōksa-hak* (L'historiographie nationaliste en Corée). Seoul: Iljogak, 1994.
- Harootunian, Harry. *Discourse and Ideology in Tokugawa Nativism*. Chicago: University of Chicago Press, 1998.
- Imanishi, Ryū. "Dankun kō." (Réflexions sur Tan'gun) [1929], *Seikyū sessō* (Fascicules de la colline bleue) 1. In Imanishi, Ryū, *Chōsen koshi no kenkyū* (Études en histoire ancienne de la Corée), 1-130. Keijō: Chikazawa, 1937.
- Inada, Takashi. *Nihon to Furansu no iseki hogo. Kōkogaku to hō, gyōsei, shimin undō* (La protection des sites en France et au Japon. Archéologie, loi, administration, mouvements citoyens). Tokyo: Iwanami, 2014.
- Kim, Sōngmin. "Chosŏn-sa p'yōnsuhoe ūi sosik kwa unyong." (L'Institut pour la compilation de l'histoire de la Corée, institution et pratique). *Hanguk minjok undongsa yōngu* 3 (198): 121-64.
- Marquet, Christophe. "Conscience patrimoniale et écriture de l'histoire de l'art national." In *La nation en marche*, ed. Jean-Jacques Tschudin, Claude Hamon, 143-62. Arles: Philippe Picquier, 1999.
- Munhwajae kwalliguk (Office national sud-coréen de gestion du patrimoine). *Hae'oe sojae Hanguk munhwajae mongnok* (Liste du patrimoine coréen localisé à l'étranger). Seoul: Munhwajae kwalliguk, 1986.
- Myers, Ramon & Mark Peattie (ed.). *The Japanese colonial empire, 1894-1945*. Princeton: Princeton University Press, 1984.
- Nanta, Arnaud. "Compte-rendu de Yoshikawa Lisa, *Making History Matter. Kuroita Katsumi and the Construction of Imperial Japan*." *Ebisu* 57 (2020): 471-75.
- \_\_\_\_\_. "L'Historiographie coloniale à Taiwan et en Corée du temps de l'empire japonais (1890-1940)." deux parties. *Politika* [en ligne] (2018). Mis en ligne le 9 juillet 2018, consulté le 14 juillet 2021. URL: <https://politika.io/fr/notice/lhistoriographie-coloniale-a-taiwan-coree-du-temps-lempire-japonais-18901940-i>.
- \_\_\_\_\_. "Compte-rendu de *Rekishi hyōron* 788, numéro thématique de décembre 2015 sur les 50 ans du traité nippon-coréen de 1965." *Ebisu* 53 (2016): 300-6.
- \_\_\_\_\_. "La décolonisation japonaise (1945-1949)." In *Démontages d'empires*, ed. Jean Fremigacci, Daniel Lefeuvre et Marc Michel, 257-83. Paris: Riveneuve, 2013.
- \_\_\_\_\_. "The Japanese Colonial Historiography in Korea (1905-1945)." In *History at Stake in East Asia*, ed. Rosa Caroli, Pierre-François Souyri, 83-105. Venezia: Cafoscarina, 2012.
- Nishikawa, Hiroshi. "Nihon teikokushugi ka ni okeru Chōsen kōkogaku no keisei." (La formation de l'archéologie de la Corée sous l'impérialisme japonais), *Chōsenshi*

- kenkyūkai ronbunshū* (Bulletin de la Société pour l'histoire de la Corée) 7 (1970): 94-116, 98-9.
- Pai, Hyung Il. *Constructing "Korean" Origins*. Harvard: Harvard University Press & Hallym, 2000.
- Saeki, Arikiyo. *Kōkaidō-ō hi to sanbō honbu* (L'État-major japonais et la question de la stèle du roi Kwanggaet'o). Tokyo: Yoshikawa kōbunkan, 1976.
- Sakazume, Hideichi. *Taiheiyō sensō to kōkogaku* (L'archéologie durant la Guerre du Pacifique). Tokyo: Yoshikawa Kōbunkan, 1997.
- Saotome, Masahiro. "Shiragi no kōkogaku chōsa hyaku nen no kenkyū." (Cent ans de fouilles archéologiques à Silla). *Chōsenshi kenkyūkai ronbunshū* 39 (2001): 53-106.
- Schmid, Andre. *Korea Between Empires 1895-1919*. NY: Columbia University Press, 2002.
- Sekino, Tadashi. *Chōsen geijutsu no kenkyū* (Études des arts de la Corée). Keijō: Gouvernement-général de Corée, 1910.
- Shin, Michael. *Korean History in Maps: From Prehistory to the Twenty-First Century*. Cambridge: Cambridge University Press, 2014.
- Sin, Ch'aeho. "Chosŏn sanggo-sa (Histoire de la Haute Antiquité coréenne) [1931]." In *Tanjae Shin Ch'aeho chōnjip* (Œuvres complètes de Tanjae alias Shin Ch'aeho) 1, 8-346. Seoul, Hyōngsŏl, 1972.
- Singaravélou, Pierre. *L'École française d'Extrême-Orient ou l'institution des marges (1898-1956)*. Paris: L'Harmattan, 2000.
- Souyri, Pierre-François. "La colonisation japonaise." In *Le livre noir du colonialisme*, ed. Marc Ferro, 543-74. Paris: Hachette, 2005.
- Tanaka, Stefan. *Japan's Orient*. Berkeley: California University Press, 1993.
- Takasaki, Sōji. *Shokuminchi Chōsen no Nihonjin* (Les Japonais de Corée coloniale). Tokyo: Iwanami, 2002.
- Tōhō gakkai (Société orientaliste) ed. *Collection Tōhōgaku kaisō* (Souvenirs de l'orientalisme) 5. Tokyo: Tōsui shobō, 2000.
- Tokyo daigaku sōgō kenkyū hakubutsukan (Musée de recherche de l'Université de Tokyo). *Sekino Tadashi Ajia chōsa* (Les enquêtes de Sekino Tadashi en Asie). Tokyo: Presses de l'Université de Tokyo, 2005.
- Tokyo teikoku daigaku (Université impériale de Tokyo) (ed.). *Kankoku kenchiku chōsa hōkoku* (Rapport d'enquête sur l'architecture de Corée) 6. Tokyo: Université impériale de Tokyo, 1904.
- Torii, Ryūzō. "Heian Nandō, Kōkaidō koseki chōsa hōkokusho." (*Rapport de recherche sur les vestiges anciens de P'yōng'an namdo et de Hwanghaedo*) In *Taishō 5 nendo koseki chōsa hōkoku* (Rapport de recherche sur les sites pour l'exercice de l'an 5 de Taishō [1916]), ed. Chōsen sōtoku-fu, 767-859. Keijō: Gouvernement-général de Corée, 1917.
- Umehara, Sueji. *Kōkogaku rokujū nen* (Soixante ans d'archéologie). Tokyo: Heibon-sha, 1973.
- \_\_\_\_\_. "Deux Grandes Découvertes Archéologiques en Corée." Traduit par Serge Elisseeff. *Revue des Arts Asiatiques* III-1 (mars 1936): 24-33.
- \_\_\_\_\_. "Jōdai kofun no kenkyū ni tsuite." (Remarques concernant l'étude des tertres anciens). In *Nihon minzoku* (Le peuple japonais), ed. Tokyo jinrui gakkai (Société d'anthropologie de Tokyo), 417-40. Tokyo: Iwanami, 1935.
- Yi, Guyōl. *Nihon shinryaku-ka no Kankoku bunkazai hiwa*, (Histoire secrète du patrimoine coréen durant l'invasion japonaise), traduction de Nam, Yōngch'ang. Tokyo: Shinsensha, 1993 [1973].
- Yi, Kibaek & Kidong Yi. *Hanguk sa kangjwa* (Cours d'histoire coréenne) 1, *Kodae p'yōn* (Les Temps Anciens). Seoul: Iljo-gak, 1982.

Yi, Sunja. *Il'che kangjöm-gi kojök chosa saöp yöngu* (Les enquêtes sur les sites [de Corée] durant la période d'occupation par l'Empire du Japon). Seoul: Kyöng'in munhwa-sa, 2009.

Yoshii, Hideo. "Chösen koseki chösa jigyo to 'Nihon' kökogaku." (L'œuvre de recherche sur les sites anciens de Corée et l'archéologie 'japonaise'). *Kökogaku kenkyü* 239 (2013): 17-27.

### العنوان: علم الآثار الياباني في مستعمرة كوريا: المسارات والميادين والتمثيلات

ملخص: يصف هذا المقال نشأة وهيئات علم الآثار والمتاحف الاستعمارية اليابانية في كوريا خلال النصف الأول من القرن العشرين، بالإضافة إلى المجالات الرئيسية التي تمت دراستها. كان السياق الاستعماري لعلم الآثار في كوريا، وهي دولة تهيمن عليها قوة أجنبية، هو المحدد الأساسي لممارسته. لذلك يسعى هذا المقال إلى إظهار الموضوعات التي تهتم البحث الأثري الاستعماري بشكل خاص، والتي تم تحديدها مسبقاً بواسطة فقه اللغة اليابانية والصينولوجيا اليابانية. لقد "كانوا يعرفون" بالفعل الماضي الذي كان سيطر للضوء، مثل شليمان في طروادة: لذلك اقتصر علم الآثار الاستعماري في كوريا على مهمة تأكيد في مواقع ليلانغ أو كيونغجو، مع تعزيز مكانة المستعمر من خلال "مهمة" الحفاظ على التراث الكوري.

الكلمات المفتاحية: اليابان، كوريا، علم الآثار، الاستعمار، سilla، ليلانغ.

### Titre: L'archéologie japonaise en Corée coloniale: Trajectoires, terrains et représentations

Résumé: Cet article décrit la genèse et les organes de l'archéologie et des musées coloniaux japonais en Corée coloniale durant la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, ainsi que les principaux terrains étudiés. Le contexte colonial de l'archéologie de Corée, pays dominé par une puissance étrangère, en détermina sa pratique. Il s'agira dès lors de montrer quelles thématiques intéressèrent particulièrement la recherche archéologique coloniale, qui était déterminée en amont par la philologie et la sinologie japonaises. Celles-ci "connaissaient" déjà le passé qui allait être mis à jour, tel Schliemann à Troie: l'archéologie coloniale de Corée était dès lors cantonnée à une mission de confirmation aux sites de Lelang ou Kyöngju, tout en réhaussant le prestige du colonisateur de par sa "mission" de conservation du patrimoine coréen.

Mots-clés: Japon, Corée, archéologie, colonisation, Silla, Lelang.